

## LE 6 JUIN ET APRÈS



# LA LUTTE

# CONTRE MACRON

# ET SON MONDE

# CONTINUE

### Dossier

## NUCLÉAIRE

«L'industrie verte» :  
l'enfumage de la  
«décarbonation»

Pages 6 et 7

### ÉDITO

La Palme d'or et la  
start-up nation

Page 2

### PREMIER PLAN

Éducation. Le diable est  
dans le pacte

Page 2

Santé. Le drame de Reims,  
le drame du manque de  
moyens pour les soins

Page 3

### ACTU INTERNATIONALE

États-Unis. DeSantis,  
également d'extrême  
droite, défie Trump pour  
l'investiture républicaine

Page 4

Pacifique. Victoires  
indépendantistes en  
Polynésie française

Page 5

### ACTU SOCIALE

Salaires. La lutte  
courageuse des ouvrières  
de Vertbaudet

Page 8

Salaires. À la laiterie de  
Saint-Denis-de-L'Hôtel,  
une grève historique!

Page 9

### LIBRE EXPRESSION

Reportage. Après l'attentat  
au Centre LGBTI de  
Touraine, les militantEs  
restent déterminéEs

Page 12



Par JULIEN SALINGUE

## La Palme d'or et la start-up nation

« Il est peut-être temps d'arrêter de distribuer autant d'aides à ceux qui n'ont aucune conscience de ce qu'ils coûtent aux contribuables. » Ces récents propos de Guillaume Kasbarian, président macroniste de la commission des affaires économiques de l'Assemblée nationale, ne visaient pas les grands groupes privés gavés d'aides publiques. Ils ciblaient la réalisatrice Justine Triet, après qu'elle a osé critiquer le gouvernement lors du discours qu'elle a prononcé à Cannes après avoir reçu la Palme d'or. Et ils sont particulièrement symboliques, pour ne pas dire symptomatiques, de la vision du monde de la macronie et de ses méthodes. Pour les apologistes béats de la « start-up nation », nulle différence entre une société cotée en bourse et la société tout court. Comme des patrons, les figures de la macronie qui se sont exprimées pour critiquer Justine Triet semblent considérer que les richesses produites par les autres leur appartiennent sous le prétexte qu'ils tiennent les cordons de la bourse. Comme des patrons, ils considèrent que celles et ceux qui contestent leurs choix doivent être renvoyés à une position de subordonnés, voire menacés de se voir couper les vivres. À la ministre de la Culture Rima Abdul-Malak et à tous ceux qui ont, comme elle, mobilisé l'argument « Ne mordez pas la main qui vous nourrit », l'écrivain Nicolas Mathieu a adressé un message simple, dans un texte salutaire publié sur Instagram : « Vous ne financez pas le cinéma et la culture. Nous finançons le cinéma et la culture via des dispositifs de solidarité collective dont vous n'êtes que les organisateurs temporaires. La main qui nourrit les artistes n'est pas la vôtre. » L'épisode — dont on ne manquera pas en outre de relever la dimension profondément sexiste — est significatif de l'état d'esprit de ces responsables politiques tellement obsédés par les privatisations qu'ils en ont « oublié » que l'argent public et les dispositifs de solidarité gérés par l'État ne sont pas leur propriété. Significatif aussi de leur gouvernance autoritaire et de leur incapacité à tolérer la moindre critique sans répondre par des injures et/ou des menaces. Significatif, enfin, de ce personnel politique à la fois arrogant, stupide et malfaisant, dont il est grand temps de se débarrasser, et de leur monde dont nous ne voulons plus.

## BIEN DIT

Emmanuel Macron vient donc de se lancer dans une croisade contre la « décivilisation » [...] qui, loin de toute rigueur factuelle, permet au président de la République de désigner une « violence » indistincte comme le mal principal qui gangrènerait la France. Étant entendu que, dans son esprit, il ne saurait s'agir que d'une violence d'en bas, venue de la société, de ses groupes et de ses individus, et non pas de la violence d'en haut, venue de ses propres politiques autoritaires et choix économiques, de leurs dénis de démocratie et de leurs injustices sociales.

EDWY PLENEL, Mediapart, 26 mai 2023.

## À la Une

# LE 6 JUIN ET APRÈS La lutte contre Macron et son monde continue

Mardi 6 juin aura lieu la nouvelle journée de grève et de manifestation à l'appel de l'intersyndicale. Après les concerts de casseroles de ces dernières semaines, la colère sociale n'est pas éteinte, en dépit des manœuvres et coups de pression pour la faire taire.

### NOUVELLE MANIF POUR LES RETRAITES



Preuve que nous n'avons pas dit notre dernier mot, le discours de la nouvelle Palme d'or, la réalisatrice Justine Triet, a suscité une levée de boucliers de toute la macronie et de ses défenseurs : « Cette année, le pays a été traversé par une contestation historique, extrêmement puissante, unanime de la réforme des retraites. [...] Cette contestation a été niée et réprimée de façon choquante », accusant aussi ce « gouvernement néolibéral » de défendre « la marchandisation de la culture » aux dépens « de l'exception culturelle française ». Une intervention salutaire, un peu inattendue dans l'apparat du festival du Cannes, mais qui illustre bien que le pouvoir n'en a pas encore fini avec la contestation de sa contre-réforme des retraites et de l'ensemble de sa politique. Macron aimerait bien passer à autre chose, par exemple chasser les migrantEs avec le projet de loi raciste porté par Darmanin, loi baptisée « Asile et immigration », ou continuer sa criminalisation des pauvres avec la loi Kasbarian sur le logement ou le projet Dupond-Moretti pour la justice... Pour cela, il peut compter sur les institutions antidémocratiques de la 5<sup>e</sup> République, taillées sur mesure : article 47.1 pour raccourcir la durée des débats parlementaires, article 44.3 pour un « vote bloqué » au Sénat, article 44.2 au Sénat pour faire sauter les amendements, jusqu'au 49.3 pour passer en force. Sans oublier le Conseil constitutionnel qui a retoqué par deux fois la proposition de référendum d'initiative partagée (RIP).

**En juin, on est toujours là !** Dernier avatar de cet autoritarisme constitutionnalisé, l'article 40, qui interdit à un parlementaire ou à

une formation de soumettre au vote une initiative qui aggraverait les finances publiques sans les compenser financièrement, est instrumentalisé afin d'empêcher le vote de la proposition de loi du groupe Liot. Cette proposition, lancée par des centristes et soutenue par la Nupes, vise à abroger le report de l'âge légal de départ à la retraite à 64 ans. Une nouvelle fois, la « démocratie » de Macron et ses amis ne peut s'envisager que si elle leur permet de défendre la petite minorité — patrons et actionnaires — dont ils portent les intérêts, c'est-à-dire celui de nous faire travailler toutes et tous plus longtemps.

Quoi que l'on pense de l'issue possible des démarches parlementaires visant à stopper cette offensive sur nos retraites, le vote

annoncé du projet de loi du groupe Liot jeudi 8 juin, s'il a lieu, est l'occasion d'un nouvel affrontement. Dans ce cadre, nous avons toutes et tous intérêt à nous faire entendre, à exercer une pression maximale en vue de ce vote, mais aussi — et peut-être surtout — à faire vivre cette vague de contestation politique contre Macron et son monde. C'est tout l'enjeu d'être en grève et dans la rue ce mardi 6 juin.

Au-delà, le mouvement doit nourrir ces prochaines semaines toutes nos résistances : dans les marches des fiertés pour l'égalité des droits, dans les mobilisations contre l'odieuse loi Darmanin, dans les luttes pour des augmentations de salaire, sur le terrain de l'écologie (notamment contre le grand projet inutile et coûteux de la ligne Lyon-Turin,

mais aussi à Saint-Colomban contre l'extractivisme... du sable), etc.

### Organisons-nous !

Si la mobilisation permet jusqu'ici de contenir l'extrême droite, les mesures et les moyens mis en œuvre par Macron depuis six ans, qui combinent ultralibéralisme et autoritarisme, lui ouvrent toujours plus la voie. Face à la pire des menaces, le développement des solidarités et la construction des résistances restent les meilleures digues, et cela ne peut se mener que dans l'unité, en faisant front ensemble. C'est aussi la meilleure façon de travailler à la perspective d'un autre pouvoir, un gouvernement de notre camp social qui défende nos intérêts jusqu'au bout. Pour faire face aux crises que génère le capitalisme, ce système qui met en péril autant la planète que l'humanité, nous avons besoin de faire vivre l'espoir d'une transformation révolutionnaire de la société, d'une société réellement démocratique débarrassée de l'exploitation et des oppressions. Cela passe par s'organiser dans la durée, dans une force politique à la fois unitaire et radicale qui nous manque cruellement aujourd'hui. Pour cela, nous proposons d'ouvrir au sein de la gauche radicale le débat largement, sans tabou. C'est dans cet objectif que, ces prochaines semaines, le NPA est partie prenante de l'organisation de « forums » ouverts à toutes et tous. Pour répondre aux urgences sociales, démocratiques, écologiques, pour une alternative anticapitaliste.

Manu Bichindaritz

## ÉDUCATION Le diable est dans le pacte

Au fur et à mesure que les détails du « pacte » sont révélés par le ministère de l'Éducation nationale et alors qu'il est censé s'appliquer dès la rentrée prochaine, les inquiétudes des personnels ne font qu'augmenter.

Dans une parfaite illustration des « remplacements de courte durée », Macron s'était substitué à son ministre de l'Éducation nationale, le 20 avril dernier, à quelques mètres d'un concert de casseroles, pour annoncer la mise en place d'un « pacte » censé répondre au besoin de revalorisation salariale des personnels, à condition d'accepter du temps de travail supplémentaire. Concrètement, il s'agirait de la possibilité de s'engager pour une, deux ou trois missions supplémentaires ou « briques », chacune

donnant droit à une prime annuelle de 1250 euros. D'après les précisions apportées petit à petit par le ministère, ces « briques » correspondraient à trois types de missions : le remplacement au pied levé des collègues absentEs, l'aide aux devoirs, ou encore des tâches non quantifiables comme la coordination de projet ou le tutorat des élèves en difficulté.

### Pas de primes, mais des revalorisations de salaires

Les syndicats ne s'y étaient pas trompés et avaient rejeté en bloc

ce pacte faustien, en claquant la porte des négociations le 6 janvier dernier. Ils continuent en effet d'exiger une réelle revalorisation, sous forme de salaire et non de prime, sans contrepartie, a minima pour compenser la baisse des salaires en euros constants due à l'inflation. Surtout, derrière l'idée du pacte, il y a l'idée de contractualisation, qui ouvrirait une énorme brèche dans le statut des fonctionnaires. En individualisant la rémunération, en donnant la main aux chefs d'établissement dans le secondaire et aux directeurs d'école dont la loi

Rilhac a renforcé les pouvoirs, il affaiblirait les garanties de défense collective face aux pressions de l'administration.

Nul doute qu'en créant deux catégories de personnels, les « pactés » et les autres, cette mesure risque de faire exploser les salles des maîtres et salles des profs et de fragiliser encore plus des collectifs qui souffrent d'une atomisation du métier, accentuée par les dernières réformes et accélérée par la crise du Covid. Le pacte, ce serait le règne des petits arrangements individuels, de la mise en concurrence des

# Un monde à changer

**CACHEZ CES SANS-ABRIS QUE L'ON NE SAURAIT VOIR...** «Le projet de déplacement de personnes sans domicile fixe hors de la capitale avant la Coupe du monde de rugby, en septembre, et les JO, en 2024, est vivement critiqué», observe *The Guardian* (in *Courier International*). Vu de Grande-Bretagne, pas de doute, il s'agit bien d'une opération de «nettoyage» avant ces événements à fort potentiel de profits. C'est le maire de Bruz, près de Rennes, qui a mis les pieds dans le plat! Face à la discrète mise en place de ce dispositif, festival d'hypocrisie et de manœuvres répugnantes, l'édile a dénoncé le projet d'implanter dans sa commune un lieu

d'hébergement temporaire pour «des sans-abris, venus de la région Île-de-France», selon la préfecture d'Ille-et-Vilaine. Pas consulté, il pointe le fait que le terrain retenu est un site pollué en bordure de voie ferrée, et que rien n'est prévu pour accueillir les personnes déplacées. Au fil des jours, le scénario se dévoile via une succession d'articles dans la presse. Il s'agirait de «proposer» à des sans-abris, lors des opérations de «mise à l'abri» (entendre lorsque les flics démantèlent des campements de migrantEs), l'orientation vers de tels centres qui seront implantés dans 10 régions de France métropolitaine. Les

migrantEs seraient alors mis dans des bus les conduisant dans ces centres. Puis, après un examen au cas par cas de leur situation dans un délai de trois semaines, ils seraient réorientés sur les départements de ladite région, vers des CADA, des centres DPAR, les hébergements d'urgence... Comme si tous ces dispositifs n'étaient pas déjà saturés dans les régions concernées! Quant aux déboutéEs et autres sans-papiers, ils seraient reconduits vers leur pays (via les CRA?). Déjà la presse annonce l'expulsion de migrantEs hébergés dans un hôtel du 115, afin d'accueillir le premier groupe de 50 sans-abris venus de Paris (en attendant la construction du centre de Bruz!). Comble de cynisme, deux squats ont été expulsés jeudi à Rennes!

## SANTÉ Le drame de Reims, le drame du manque de moyens pour les soins

**N**ous partageons l'émotion et la compassion que suscite ce drame qui frappe des personnelEs hospitaliers déjà en grande souffrance, mais l'exploitation qui en est faite par la droite, l'extrême droite et le pouvoir ne peut qu'indigner. Les quelques larmes versées sur les victimes ne servent qu'à ouvrir les vannes du déferlement sécuritaire. Le ministre de la Santé annonce la «tolérance zéro», ce qui veut dire des vigiles, des systèmes d'alarme, des sanctions pénales alourdies pour les auteurEs de violences physiques, d'insultes à l'encontre du personnel hospitalier. Des recettes déjà préconisées, sans le moindre effet, après le drame de Pau en 2004, puis par Sarkozy en 2008...

**Accès difficiles aux soins** Macron va encore plus loin et intègre, dans un discours repris à l'extrême droite, ce drame à une violence de «dévitalisation». Il occulte ainsi les causes réelles de la violence dans les services publics et dans les établissements hospitaliers. Les actes violents dont sont victimes les professionnelEs de santé sont d'abord liés à la difficulté d'accéder aux soins : heures d'attente aux urgences, délais de prise en charge

*Lundi 22 mai dernier, un homme souffrant de troubles psychiatriques sévères, armé d'un couteau, s'est introduit dans l'hôpital de Reims. Il a tué Carène Mezino, infirmière, et grièvement blessé une secrétaire médicale. Selon le procureur, l'assassin présumé a déclaré en garde à vue en voulant aux maltraitances de la psychiatrie, et voulant s'en venger en «plantant» des «blouses blanches».*



DR

entraînant des pertes de chances pour les patientEs... Là se situe la «dévitalisation», et les principaux responsables en sont la macronie et ses prédécesseurs. Il n'y a aucune remise en question de la politique des gouvernements qui ont supprimé des milliers de postes dans les hôpitaux au fil des ans et tout spécialement en psychiatrie; aucun questionnement sur les conditions d'exercice qui n'ont cessé de se détériorer à cause de directions de plus en plus autoritaires et hors

sol. Aucun questionnement sur la pénurie médicale qui aggrave les conditions de travail des soignantEs et de suivi des patientEs et qui ont vu les soignantEs, toutes catégories confondues, quitter par milliers le service public de la psychiatrie.

### Il n'y a pas de réponse sanitaire

Nul ne peut bien sûr affirmer qu'une meilleure prise en charge du présumé meurtrier, à Reims, comme de celui de Pau en 2004, aurait permis d'éviter le drame. Cependant la disparition du dispositif de psychiatrie publique et des moyens d'une psychiatrie humaine créent toutes les conditions pour que de tels actes se reproduisent. Ce qu'il faut ce sont des solutions de prévention, de post-cure qui sont le principe même du soin de longue durée qui, à l'image de nombre de services publics, a été déglingué dans le pays. On en paye le prix fort aujourd'hui. Il faut retisser les

réseaux ambulatoires, de centres médicaux psychologiques (CMP), de centres d'accueil. Des centaines de ces lieux ont été fermés<sup>1</sup>. Les patientEs de psychiatrie sont aussi les victimes de ces politiques. La plupart des crimes commis ne le sont pas par des malades mentaux. Statistiquement, ces dernierEs commettent moins de crimes que la population normale. Pire, ils et elles sont des victimes de violences dans la rue et/ou institutionnelles. Les carences de soins les amènent bien souvent à peupler les prisons, à se suicider ou à mourir dans l'indifférence générale. Comme le dit l'infirmière Corinne Langlois, qui fut en 2017 elle-même victime d'une agression de Frank, le meurtrier de Reims : «Je ne vocifère pas contre les malades mais contre le système». **Commission santé sécurité sociale du NPA**  
1 - <https://www.francebleu.fr/emissions/l-invite-de-la-redaction-france-bleu-champagne-ardenne/champagne-ardenne>

personnels, une sorte de «concours de l'employé du mois» permanent.

### Opération de communication et spéculation cynique

De son côté, le ministre fanfaronne dans les médias et annonce un taux d'adhésion au pacte «au-delà de ses espérances», au-delà de 30%, notamment en REP et chez les jeunes professeurEs. Nul ne sait d'où viennent ces chiffres... À ce jour, aucun personnel n'a été invité à signer formellement un pacte dont les termes ne sont d'ailleurs pas encore formalisés. Cet optimisme du ministre relève donc en partie de l'opération de communication, mais aussi d'une forme de spéculation cynique sur la situation financière des personnels. Le comble du cynisme étant le Pacte spécial lycées professionnels avec un choix à prendre ou à laisser : 7 500 euros pour faire tout ce que le chef

d'établissement pourrait exiger. PrécariséEs par l'absence de réelle revalorisation depuis des années, une partie des enseignantEs risque bien d'être contraintEs d'accepter n'importe quelle contrepartie afin de pouvoir boucler ses fins de mois. Il faut malgré tout espérer et construire un fort mouvement de boycott, comme la profession enseignante a réussi à le faire à plusieurs reprises dans son histoire. Cela passe par le fait que les syndicats continuent à rester clairs dans leur refus et organisent la contestation. Cela passe aussi par des discussions au quotidien, entre collègues, pour se dire que le pacte ce n'est pas juste une autre façon de rémunérer des tâches que nous faisons déjà en plus, mais bien une menace directe contre tout ce qui restait de collectif dans nos métiers.  
**Raphaël Alberto**

### LES ENSEIGNANTS TOUJOURS ALSSI MAL PAYÉS



CHARMAG

## Le chiffre

# 32,6 millions

C'est le nombre de personnes déplacées dans le monde pour raisons climatiques en 2022, un chiffre supérieur de 41% à la moyenne annuelle des dix dernières années. Un quart de ces déplacements sont attribuables aux inondations au Pakistan.

Source : d'après un rapport conjoint de l'Observatoire des situations de déplacement interne (IDMC) et du Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC)



## Agenda

**Jeudi 1<sup>er</sup> juin, rassemblement devant le ministère de la Justice pour exiger la libération de Georges Abdallah, Paris.**

À 18 h 30, à l'angle de la Rue de la Paix et de la rue Danielle-Casanova.

**Samedi 3 juin, Montée au mur des fédérés en hommage à la Commune de Paris, Paris.**

À 11 h, rassemblement festif place des Fêtes, puis départ du cortège à 14 h 30 vers le Père-Lachaise.

**Dimanche 4 juin, manifestation antifasciste en hommage à Clément Méric, Paris.**

À 11 h, Barbès. Mais aussi une série d'initiatives (Rencontre, concerts, meeting, matchs de foot, rassemblement) du 1<sup>er</sup> au 6 juin.

**Dimanche 4 juin, hommage à Jacques Gaillot, Paris.**

À 15 h, place Saint-Germain-des-Prés

**Mardi 6 juin, journée de grève et manifestations intersyndicale.** À Paris, à 14 h à Invalides.

**À SUIVRE SUR**  
**lanticapitaliste.org**  
nouveauPartiAnticapitaliste.org

## NO COMMENT

# Je m'en fous de votre planète!

Un actionnaire de Total à des manifestantEs, 26 mai 2023.

## L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

**Rédaction :**  
redaction@npa2009.org

**Diffusion :**  
diffusion.presse@npa2009.org

**Administration :**  
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN :**  
2269-3696

**Commission paritaire :**  
0419 P 11508

**Société éditrice :**  
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage :**  
6 500 exemplaires

**Directeur de publication :**  
Julien Salingue

**Secrétaire de rédaction :**  
Fabienne Brifault

**Maquette :**  
Ambre Bragard

**Impression :**  
Rotographie, Montreuil-sous-Bois  
Tél. : 0148 70 42 21  
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

**IMPRIM'VERT®**

## TURQUIE

# Perdre mais ne pas plier!

Après vingt ans de pouvoir, Recep Tayyip Erdoğan l'a emporté au second tour de l'élection présidentielle avec 52,16% des voix contre 47,84% à Kemal Kılıçdaroğlu et obtient le droit de régner sous un régime autocratique, fascisant et nationaliste cinq ans de plus.

Ainsi sont confirmés les résultats du premier tour et celui des législatives où le bloc d'Erdoğan arrivait aussi en tête avec 49,4% et 322 députés (sur 600) au Parlement. La majorité donc, qui lui permettra encore une fois de déterminer le sort de tous les projets de loi.

## Tournant nationaliste de l'opposition

Afin de pouvoir se rallier l'électorat de Sinan Oğan (5,2%), ultranationaliste, Kılıçdaroğlu a opéré un tournant nationaliste annonçant l'arrivée de 10 millions de migrantEs, que les villes allaient être sous le contrôle des réfugiés et de la mafia, que les jeunes filles ne pourraient plus se promener seules, que les violences faites aux femmes allaient augmenter (à cause des réfugiés) et que Erdoğan allait faire des concessions face au « terrorisme » (donc au mouvement kurde). Il tentait ainsi de surfer sur la vague (massive, chez les Turcs comme chez les Kurdes) anti-migrantEs, en annonçant qu'il allait les renvoyer dans leur pays, mais aussi de retourner le principal argument d'Erdoğan lors de sa campagne : l'opposition soutiendrait le « terrorisme » du PKK.

Le soutien du HDP à Kılıçdaroğlu qui promettait de libérer Selahattin Demirtaş (ancien leader du HDP, emprisonné depuis sept ans) a été le principal angle d'attaque d'Erdoğan. Après avoir tenu un discours plus démocratique avant le premier tour, Kılıçdaroğlu a commencé à critiquer Erdoğan pour ses négociations avec le mouvement kurde. Si Oğan a affirmé son soutien à Erdoğan, le plus important parti du bloc dont Oğan avait été le candidat, porteur d'un nationalisme anti-migrantEs, a déclaré son soutien à Kılıçdaroğlu. Ce dernier a signé un protocole avec ce parti, réaffirmant cette position et promettant la continuation des nominations d'administrateurs à la place des maires (HDP) accusés de lien avec le PKK, alors que le programme initial de l'opposition évoquait de nouvelles élections pour les mairies concernées. Si le HDP a contesté cette décision, il a continué à appeler à voter pour Kılıçdaroğlu. Malgré le pourcentage de votants, le candidat de l'opposition sort gagnant dans toutes les villes du Kurdistan.

## Reconstruire la conscience de classe

Bien que les campagnes aient été tout à fait inégales (contrôle des médias) et que de nombreux cas de fraude ont été observés, le régime a triomphé. Ni la crise économique, ni les séismes de février, ni les atteintes à la démocratie n'ont permis une rupture de l'électorat conservateur et populaire avec le régime. Au contraire le mécontentement des classes laborieuses s'est exprimé à l'intérieur du bloc réactionnaire vers des courants encore plus radicaux que l'AKP.

Pour battre le régime d'Erdoğan, la défense des valeurs démocratiques et laïques ne suffit pas. Si le camp d'Erdoğan réunit différentes classes sociales, l'anti-erdoganisme aussi. Il faut une autre polarisation qui permette la dissociation entre les intérêts de la classe ouvrière, des opprimés et celles des patrons, qu'ils soient séculaires ou islamistes. Le combat contre l'autoritarisme doit être investi d'un contenu social, de classe. Et ceci passe par la reconstruction du « facteur subjectif », de la conscience de classe, de la capacité d'organisation des exploités, des femmes contre la domination patriarcale, de l'unification des travailleurEs locaux et migrants, turcs, kurdes, syriens et afghans. C'est le principal défi auquel est confronté la gauche radicale, du HDP au TIP (Parti ouvrier de Turquie où militent nos camarades de la IV<sup>e</sup> Internationale) et aux autres courants de la gauche révolutionnaire. Nous reconnaissons notre défaite, mais refusons de plier et d'abandonner le combat. Étant conscientEs du fait que la liberté et l'égalité ne seront que l'œuvre des travailleurEs eux-mêmes, comme l'on dit ici, on re-prépare le thé et on se remet au travail.

Uraz Aydın

# ÉTATS-UNIS DeSantis, également d'extrême droite, défie Trump pour l'investiture républicaine

Donald Trump sera-t-il le candidat républicain en 2024? Ron DeSantis, un autre républicain d'extrême droite qui a annoncé sa candidature la semaine dernière, pourrait-il le battre lors de la primaire du parti?

Plusieurs candidats républicains défient l'ancien président Trump, mais le principal prétendant est le gouverneur de Floride DeSantis, qui est aussi à droite que Trump lui-même. Alors que Trump est un joker charismatique, DeSantis est un politicien d'extrême droite sérieux et systématique. Bien que leurs styles soient différents, leurs politiques sont pratiquement identiques.

## Gouverneur trumpiste

DeSantis possède de solides références en matière d'élite. Il est diplômé de l'université de Yale, a étudié le droit à Harvard, a servi pendant quinze ans dans la marine US, puis avocat au ministère de la Justice.

Ensuite, élu au Congrès, il a été un membre fondateur du Freedom Caucus de droite et un partisan de Trump. Il s'est opposé à toute augmentation d'impôts pour lutter contre le réchauffement climatique, il a travaillé à l'abrogation de la loi sur les soins de santé abordables du président Barack Obama. Il s'est opposé au contrôle des armes à feu, à des mesures progressistes sur l'immigration, à l'enquête de l'avocat spécial sur Trump et l'ingérence russe dans l'élection de 2016.

En 2018, DeSantis s'est présenté au poste de gouverneur de Floride sur le programme de Trump de construire un mur frontalier contre les immigrés et « rendre à l'Amérique sa grandeur ». Et il a gagné. Pendant la pandémie de covid, DeSantis a résisté à des mesures sanitaires telles que les masques de protection, les mesures de

confinement et les exigences de vaccination, et a signé une loi interdisant aux entreprises d'exiger une preuve de vaccination. En conséquence, la Floride a connu une recrudescence des infections et des hospitalisations et s'est classé 27<sup>e</sup> sur 50 États pour le nombre de décès par habitant en avril 2021. Sa politique privilégiant l'économie, combinée aux fonds de relance fédéraux et aux réductions d'impôts, a favorisé une croissance dynamique et il a été réélu gouverneur avec une avance historique de 19,4% sur son adversaire du Parti démocrate.

## Réactionnaire tous azimuts

M. DeSantis qualifie son idéologie d'« anti-woke ». Il s'oppose à la « théorie critique de la race », c'est-à-dire à l'enseignement de l'histoire du racisme, adopte des

positions anti-LGBTI et a œuvré pour exclure les filles transgenres du sport et pour interdire les discussions sur l'orientation sexuelle et le genre dans les écoles, la fameuse loi « Don't say gay » (« Ne dites pas "gay" »). Lorsque la Walt Disney Company, propriétaire de Disney World à Orlando, en Floride, s'est opposée à cette loi, DeSantis a réagi en mettant fin au régime administratif spécial dont bénéficiait la société et est maintenant impliqué dans une série de procédures judiciaires avec Disney.

Dans un étrange coup de publicité contre les immigrés, DeSantis a envoyé ses agents à Austin, au Texas, pour recruter des demandeurs d'asile vénézuéliens qu'il a ensuite fait emmener par avion à Martha's Vineyard, dans le Massachusetts (un lieu où vivent

des personnes à revenus élevées mais d'idéologie plus ou moins progressiste et qui votent souvent pour les Démocrates), où ils ont été abandonnés. DeSantis a également signé une loi qui rend l'avortement illégal après six semaines de grossesse. Il a appelé à la mise en place de gardes armés dans les écoles, à l'extension des lois sur les droits de légitime défense pour y inclure les tirs sur les voleurs, et a signé une loi autorisant le port d'armes dissimulées.

## Derrière Trump dans les sondages, mais...

Selon les derniers sondages, 55% des Républicains soutiennent Trump et seulement 20% DeSantis, mais ce dernier est loin devant les autres candidats, qui n'obtiennent chacun qu'entre 1% et 5% de soutien. Si, pour une raison quelconque, les Républicains devaient se détourner de Trump — ce qui semble peu probable, même si ce dernier était reconnu coupable dans un des procès où il est impliqué, DeSantis semble actuellement être le candidat le plus en vue.

En tant que candidat contre Joe Biden, qui a 80 ans, l'âge de DeSantis, 44 ans, serait un grand avantage. Il serait également le candidat favori de la Floride, un État clé. Mais dans d'autres États clés, où les électeurEs indépendants détermineront le résultat, il aurait du mal à obtenir une majorité, car il s'est aliéné de nombreuses femmes, des personnes LGBTI, des Noirs et des Latinos. Son bilan d'extrême droite montre clairement que son élection serait un désastre pour le pays et en particulier pour ses travailleurEs même si le bilan de Biden est loin d'être enthousiasmant, en particulier pour la gauche.

Dan La Botz, traduction HW



# GRÈCE De nombreuses questions après la défaite de la gauche

De nouvelles législatives auront lieu le 25 juin : la droite, avec la Nouvelle démocratie (ND), semble devoir l'emporter largement, mais tout reste possible, personne ne sachant expliquer la forte victoire de ND et la chute considérable de Syriza qui a profité avant tout à ND et au Pasok, ce parti autrefois de gauche qui tente de réapparaître après avoir cogéré avec ND la soumission à la troïka.

dernière minute ont pu jouer aussi, mais il n'empêche : le renforcement à droite du rapport de forces est peut-être fragile, quand on apprend que 20% des électeurEs ont choisi le dernier jour, votant à 51% pour ND et 13% pour Syriza, ou quand 43% des votantEs expliquent la victoire de ND par les faiblesses de la gauche, 25% par le soutien des médias, seuls 28% par le travail du gouvernement...

## Quelles perspectives à gauche?

Depuis dimanche, on s'interroge sur les raisons du surprenant recul de Syriza (-11,5 points, -600 000 voix), sans que cela profite aux autres partis de gauche (un peu au KKE PC grec : +1,9 point, +130 000 voix; Mera, de Varoufakis : -0,8 point, -40 000 voix; Antarsya +0,13 point, +8 500 voix). Certains craignent qu'en juin, la baisse s'accroisse, prémisse de l'effondrement; d'autres comme le KKE, le Pasok et la droite l'espèrent. Difficile de



Alexis Tsipras (Syriza). WIKIMEDIA COMMONS

prévoir même ce court terme! Ce sur quoi nous insistons ici depuis les premiers succès de Syriza (quand il a décollé de 3%), c'est sur sa faiblesse : Syriza, même passé de 30 000 à 170 000 adhérentEs, ne s'est jamais construit comme parti militant, il est peu présent dans les luttes (aux récentes élections étudiantes, gagnées par le KKE, son courant obtient 4%...). Son positionnement voulu de « centre-gauche » n'a pas convaincu grand monde, et sa campagne « pour un gouvernement de progrès » en

direction du Pasok a surtout permis à la direction de celui-ci de se refaire une santé tout en crachant sur cette proposition. Mais malgré cette impasse stratégique dans le cadre de l'impasse réformiste, ce qui est sûr, c'est que si la Bourse grecque était euphorique cette semaine, c'est bien en raison de cette défaite de Syriza : contrairement à la plupart des directions de la gauche politique, les capitalistes savent qu'une victoire de Syriza, aurait été avant tout une victoire des travailleurEs avec « danger » de mobilisations pour remettre en cause la casse ultralibérale. Et le fait que tous les groupes à gauche de Syriza ne progressent que de 2,8 points malgré le recul de 11,5% de Syriza indique l'urgence : tout faire pour que la gauche ouvrière et populaire s'unisse contre la droite, avec, comme le souhaite justement Antarsya, une gauche anticapitaliste forte.

À Athènes, A. Sartzekis

PACIFIQUE

# Victoires indépendantistes en Polynésie française

Depuis sa fondation en 1977, autour d'Oscar Temaru, le FLP (Front de libération de la Polynésie), puis Tavini hui-ra'atira, s'est situé dans un combat pour la décolonisation, l'indépendance pour les 300 000 habitantEs de l'archipel appelé Polynésie française. Ce combat s'est traduit notamment par la réinscription du pays dans la liste de l'ONU des territoires à décoloniser, et surtout dans le combat contre les essais nucléaires.

## La question nucléaire

L'impérialisme français bénéficie avec la Polynésie française d'une zone économique exclusive (ZEE) de 4,5 millions de km<sup>2</sup>, soit près de 40 % de la surface totale de 11,6 millions de km<sup>2</sup> qui fait de la France la première ZEE avant les États-Unis. La France a toujours bloqué tout processus d'indépendance et garde une mainmise régaliennne sur le territoire (monnaie, justice, armée et police, diplomatie). Concernant les essais nucléaires, la France, obligée par la révolution de cesser en 1966 les essais dans le sud algérien, décida d'imposer à la Polynésie 193 explosions aériennes puis souterraines de 1966 à 1996, après avoir songé aux Alpes françaises, à la Corse, à la Réunion et la Nouvelle-Calédonie. Alors que les droites gaulliste et autonomiste polynésiennes ont toujours soutenu les essais et la lourde présence d'une économie de garnison (à travers le Centre d'essais du Pacifique rassemblant 10 000 métros et

*Pour la première fois, le 30 avril, les indépendantistes polynésiens du Tavini viennent de devenir solidement majoritaires à l'Assemblée territoriale. Cela confirme une réelle modification du paysage politique dans l'archipel, marqué l'année dernière par la victoire du Tavini pour les trois sièges à l'Assemblée nationale française, les trois députés siégeant dans le groupe GDR (communistes et outre-mer)-Nupes.*



DR

des milliers de Polynésiens), le Tavini a toujours combattu les essais nucléaires, portant même devant la CPI, en 2018, une plainte contre la France pour crime contre l'humanité.

## Résultats spectaculaires

Si, à plusieurs reprises depuis 2004, Oscar Temaru, principal fondateur du Tavini hui-ra'atira-FLP en 1977, a pu être provisoirement président de la Polynésie, il n'y a jamais eu de majorité indépendantiste

stable à l'Assemblée territoriale. L'élection de 2023 a vu l'effondrement du camp autonomiste (le Tapura d'Édouard Fritch et le Taho'era'a de Gaston Flosse) passant de 77 % des voix en 2018 à 38,5 % en 2023, alors que le Tavini passait lui de 23,1 % à 44,3 %. Le système électoral polynésien, avec un bonus à la liste arrivée en tête, donne 38 sièges sur 57 au Tavini, et le poste de président de la Polynésie, qui détient le pouvoir exécutif (élu par

l'Assemblée), vient de revenir à Moetai Brotherson. Ces résultats spectaculaires s'expliquent moins par une poussée soudaine de la revendication d'indépendance que par le rejet du système Fritch-Flosse, soutiens locaux de Macron et des Républicains, avec une gestion calamiteuse de la pandémie et surtout une lourde aggravation des conditions de vie pour la population. D'ailleurs, l'activité et la campagne du Tavini se sont centrées sur le pouvoir

d'achat, manifestant sa solide implantation dans les classes populaires de l'archipel.

## Crise sociale majeure

Dès avant la flambée de l'inflation en 2022, les PolynésienEs vivaient dans une situation économique déplorable avec des salaires inférieurs, en moyenne, de 40 % à la France, pour un coût de la vie 40 % supérieur, dû notamment à la lourde place des importations, y compris le carburant alimentant les centrales thermiques. Cela n'a fait que s'aggraver depuis un an avec une inflation officielle de 8,5 % en 2022, mais pesant largement plus pour les denrées alimentaires et l'énergie. Les valeurs moyennes ne rendent pas compte des revenus d'une grande partie de la population, une personne sur deux en âge de travailler étant sans emploi, le taux de pauvreté était officiellement de 21,9 % en 2019. Les familles vivant sous le seuil de pauvreté disposaient en 2015, en moyenne, de 1200 euros pour un foyer de six personnes. De plus, le système social et fiscal polynésien est géré par les lois locales : il n'y a ni impôt sur le revenu ni droits de succession ni ISF, l'impôt sur les sociétés peut être facilement contourné, tout cela limitant largement les ressources de la redistribution sociale et maintenant de lourdes inégalités sociales. La

dernière enquête « budget des familles » réalisée par l'ISPF (Institut des statistiques de la Polynésie française) en 2015 montrait une société deux fois plus inégalitaire qu'en France : les 10 % les plus riches bénéficient de revenus en moyenne neuf fois supérieurs aux 10 % les plus pauvres.

## Le nucléaire, toujours

De plus, malgré de grandes déclarations de Macron sur la « dette nucléaire » les conséquences des 30 ans d'essais nucléaires ne sont toujours pas assumées par la France qui bloque l'immense majorité des dossiers d'indemnisation, minimise la part de la population touchée par les radiations, de même que ses descendants et ne prend pas en compte les lourdes charges que subit la Caisse de prévoyance sociale de Polynésie. En 2021, la Caisse estimait avoir dépensé 670 millions d'euros pour les maladies radio-induites, alors que les femmes polynésiennes, entre 40 et 50 ans, ont le taux de cancer de la thyroïde le plus élevé du monde. Ce dossier sera sans doute un des premiers soulevés par la nouvelle majorité de l'Assemblée.

Il est clair que si les indépendantistes comptent garder le cap d'une indépendance à moyen terme (10 à 15 ans) du pays, ils ont comme ligne politique d'imposer un partenariat contraignant la France à prendre en compte sa dette et avancer dans un processus créant les conditions économiques et sociales de l'indépendance.

Léon Crémieux

MAURITANIE

# Une élection ne fait pas le printemps

*Le pouvoir mauritanien a remporté les élections, profitant d'une paix dont ne bénéficient pas les autres pays de la région en butte aux attaques des djihadistes. Cette stabilité pourrait être minée par les profondes injustices liées au passé esclavagiste du pays.*

Au total, 71,8 % des 1,8 million de Mauritaniens et Mauritaniennes ont voté pour élire leurs députés, leurs conseillers régionaux et municipaux. Un vote d'autant plus important qu'il se situe à un an de l'élection présidentielle. Le second tour du 27 mai amplifie le résultat constaté à l'issue du premier tour.

## Une élection contestée

Le parti présidentiel El Insaf (équité) est sorti grand vainqueur de ce scrutin et remporte 107 sièges sur les 176 à pourvoir, ceux de la mouvance présidentielle obtiennent 42 mandats. Quant à l'opposition, elle se contente de 27 sièges. Le mouvement islamiste Tawassoul confirme sa première place d'opposant avec 11 sièges, le Front républicain pour l'unité et la démocratie (FRUD) nouvelle organisation politique conduite par Diop Amadou Tijane, militant anti-esclavagiste, remporte 7 sièges et le parti Sawab (nationaliste arabe) qui avait fait une

alliance avec Biram Dah Abeid lui aussi militant anti-esclavagiste et ancien candidat à l'élection présidentielle arrivé second, n'obtient que 5 sièges. L'opposition a critiqué la sincérité du scrutin, rejointe de manière inattendue par les partis de la majorité présidentielle. Les accusations de fraude, de bourrage des urnes, d'achat de conscience, ont été exposées lors d'une conférence de presse le 19 mai. Cela a valu à Biram Dah Abeid d'être incarcéré pendant deux jours, accusé d'avoir tenu des propos séditionnaires, ce que ses avocats ont réfuté.

## Évolution du paysage politique

En dépit de la difficulté de mesurer l'effet des fraudes sur les résultats annoncés, la capacité du parti présidentiel El Insaf à présenter des candidats sur l'ensemble des postes à pourvoir lui a donné un avantage décisif. L'opposition s'est affaiblie. Le mouvement islamiste Tawassoul a perdu cinq sièges en raison de ses divisions internes. Les partis



Mohamed Ould Ghazouani, président mauritanien. WIKIMEDIA COMMONS

de la gauche mauritanienne comme le Rassemblement des forces démocratiques (RFD) et l'Union des Forces du progrès (UFP) perdent chacun leurs trois sièges. Certains leur ont reproché une attitude trop conciliante à l'égard du pouvoir et une distanciation avec leur base populaire. Le président actuel Mohamed Ould Ghazouani a succédé à Mohamed Ould Abdel Aziz. Les

deux ont participé en 2008 au putsch contre Sidi Ould Cheikh Abdallahi arrivé au pouvoir lors des élections transparentes et menant plutôt une politique progressiste. Les deux putschistes se sont ensuite brouillés. En créant le parti El Insaf, Ould Ghazouani a tenté de solder un passé encombrant même si certains, accusés de crimes racistes dans les années 1990,

continuent à occuper des postes stratégiques.

## Un cas singulier

Le succès électoral du camp présidentiel fait suite aux nombreuses années de paix que connaît la Mauritanie. Alors que le djihadisme se répand sur les pays côtiers comme le Bénin ou le Togo, la Mauritanie reste

épargnée. Ce ne fut pas toujours le cas. Par exemple en 2007, quatre ressortissants français ont été tués. Mais depuis 2011 le calme est revenu. Officiellement et c'est en parti vrai, la réorganisation de l'armée mauritanienne a permis de contenir les offensives des islamistes. Le caractère islamique de la république de Mauritanie délégitimerait les attaques djihadistes. Une autre explication est aussi avancée, bien que réfutée par le pouvoir. Il s'agirait d'un accord avec al-Qaïda. En effet les USA, lors de l'assassinat de Ben Laden, ont mis la main sur sa correspondance. Il proposait aux autorités mauritaniennes la paix contre divers avantages pour son organisation. Ce type d'accord n'est pas nouveau. Le Burkina Faso sous l'ère de Compaoré en a bénéficié.

La quiétude de la Mauritanie ne saurait effacer les profondes divisions liées à son héritage esclavagiste dont les survivances continuent à structurer la société. Le succès électoral du camp présidentiel demeure entaché par les criantes injustices, véritable bombe sociale à retardement.

Paul Martial

«**N**ous avons désindustrialisé plus que les autres et c'est une situation d'impasse». La «reconquête industrielle» macroniste passe par le projet de loi pour «soutenir l'industrie verte» présenté le 16 mai en conseil des ministres. Objectif: «décarboner» l'économie, en relançant le nucléaire et en développant la voiture électrique. Selon le ministre de l'économie Bruno Le Maire, «il n'y a pas de grande nation industrielle sans énergie nucléaire» car «l'industrie nucléaire, c'est l'histoire économique de demain». Or le nucléaire, en plus d'être une énergie dangereuse, n'est pas la solution qui va «sauver le climat». Lors de sa grand-messe «Choose France 2023», Emmanuel Macron a incité les capitalistes à «investir dans un avenir durable». Pas pour les emplois ni la planète, mais pour leurs profits grâce aux giga-usines de batteries électriques. Le 11 mai, Macron leur avait promis une «pause» dans les normes environnementales. Quant à sa politique de «résilience nationale», elle vise à nous faire supporter + 4°C d'ici 2100 (scénario de référence présenté le 23 mai) et à masquer les conséquences multiples de la production d'énergie nucléaire (déchets, réchauffement des eaux...). Il ne s'agit donc pas seulement d'inaction climatique, mais au contraire d'une politique écocide décomplexée au service d'un capitalisme productiviste et extractiviste sans limites.

Dossier coordonné par la commission nationale écologie du NPA

# NUCLÉAIRE



«L'INDUSTRIE VERTE»: L'ENFUMAGE DE LA «DÉCARBONATION»

## RELANCE DU NUCLÉAIRE: FUITE EN AVANT MORTIFÈRE, PARI POLITIQUE RISQUÉ

Macron le dit lui-même: «sans nucléaire civil, pas de nucléaire militaire, sans nucléaire militaire, pas de nucléaire civil.» Cette politique du «nucléaire à marche forcée» vise essentiellement à réactiver le complexe militaro-industriel, sur fond de luttes d'influence entre puissances impérialistes. Aujourd'hui, c'est le géant russe Rosatom qui domine le business mondial (centrales, combustible, ingénierie); même dans l'UE, ses ventes sont en hausse constante depuis 2020<sup>1</sup>. La loi de programmation militaire (LPM) 2024-2030 est en hausse de 40%<sup>2</sup>; la dissuasion nucléaire représente plus de 20% des crédits d'investissement militaire. Les 2500 entreprises de la filière nucléaire civile et militaire, les groupes de BTP ou les industriels de l'armement, tous pourront se partager le gâteau et gaver leurs actionnaires à coup d'argent public, sans risque. En période de récession, cette relance est une véritable aubaine pour les entreprises capitalistes qui sévissent dans un secteur qui a pour seule règle de fonctionnement l'opacité. Toutefois, les enjeux vont bien au-delà des intérêts propres de ces entreprises. Avec l'interdiction

Il n'y aura pas de débat: la relance de la filière nucléaire, avec 14 nouveaux réacteurs EPR a été «annoncée» par Macron à Belfort le 10 février 2022 et confirmée par la loi du 16 mai 2023, dont le but est de relancer la machine militaire et automobile, deux industries d'un autre temps. La «décarbonation» macroniste est écocide.

### RELANCE DE LA FILIÈRE NUCLÉAIRE



des moteurs thermiques en 2035 en France, l'automobile électrique serait une «automobile» (70% de l'électricité produite est d'origine

nucléaire). Remplacer tout le parc automobile par 39 millions de voitures électriques, c'est installer partout des bornes à recharge

rapide. Le lobby électronucléaire (sur)évalue, pour un million de véhicules électriques (3% des voitures en circulation), le besoin

Avec l'interdiction des moteurs thermiques en 2035 en France, l'automobile électrique serait une «automobile» (70% de l'électricité produite est d'origine nucléaire)

annuel à 12 terawattheures, l'équivalent d'un EPR. Soit 30 EPR supplémentaires pour le 100% électrique, un alibi justifiant le nucléaire «à marche forcée». Grâce aux compteurs «communicants» Linky qu'Enedis (filiale EDF) veut imposer partout, l'État pourra compenser les taxes sur les carburants en taxant davantage, de façon ciblée les kWh dépensés pour recharger les batteries. Dans ses vœux 2023, Macron promettait que «dans les prochains mois, les premières voitures électriques entièrement construites

sur notre territoire sortiront d'usine». La voiture électrique est un parfait greenwashing pour les firmes automobiles. Mais pour rentabiliser leurs investissements, les groupes allemands ont obtenu en mars 2023 une dérogation pour les carburants «de synthèse», à la fabrication pourtant très énergivore. Le deal défendu par Macron (introduire en compensation, le nucléaire dans le Net Zero Industry Act pour bénéficier des milliards de subventions européennes) a échoué. Il faudra donc trouver ces milliards ailleurs...

### Une filière nucléaire en fin de course

L'uranium n'est plus français depuis longtemps: il ne reste de cette période que des zones définitivement polluées. Pour protéger les mines d'Orano au Niger, au Mali, au Gabon et l'approvisionnement de la filière en uranium, l'impérialisme français a multiplié les interventions militaires. Et, le 21 mai 2023, Macron a dû se déplacer en Mongolie pour soutenir un projet de mine d'uranium piloté par Orano. Avec un uranium importé à 100% — comme le pétrole — «notre indépendance énergétique grâce au nucléaire» est un mensonge éhonté.

En 2023, 23 réacteurs ont déjà dépassé leur limite d'âge, fixée au départ à 40 années de fonctionnement. Ils seront 33 en 2025 et 54 réacteurs sur 56 auront dépassé les 30 ans. Les arrêts pour réparations s'accumulent et la production chute: l'été dernier, le parc nucléaire a tourné à près de 40% de sa capacité. Confronté à ce problème de renouvellement, EDF lance le «grand carénage»: retaper ses centrales pour les faire durer jusqu'à 50, 60... 80 ans. Le coût est exorbitant: près de 100 milliards<sup>3</sup>. Et cette estimation doit sans doute être réactualisée pour tenir compte de nouveaux défauts découverts sur les réacteurs et des dernières études réévaluant les effets du changement climatique.

Au bout de la chaîne, d'après l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra), plus de 1 620 000 m<sup>3</sup> de déchets radioactifs s'accumulent sur le territoire français. D'ores et déjà, la filière est engorgée. Les piscines d'entreposage de combustibles usés de l'usine de La Hague sont saturées. Pour libérer de la place, EDF, Orano et l'Andra ont leur plan: les combustibles usés de type mox<sup>4</sup>, qui doivent rester immergés pendant 100 ans, seront retransférés sur le site dans une nouvelle piscine géante. Sortis de piscine et refroidis 50 ans à l'air, les déchets les plus dangereux seront enfouis 500 m sous terre à Bure, dans la Meuse (décharge Cigéo). Ils resteront radioactifs 100 000 ans. Leur «solution définitive» est définitivement irresponsable pour les générations futures.

### Une «marche forcée» qui ressemble à un «parcours du combattant»

Le but des annonces macroniennes est de conditionner la population à accepter l'idée que le nucléaire est incontournable et qu'y aller à «marche forcée» est inéluctable. Ce qui est inéluctable, à coup sûr, c'est le vieillissement des installations, qui affecte le génie civil et tous les composants (câbles électriques, tuyauteries, organes mécaniques...). S'y ajoute

**D'après l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra), plus de 1620 000 m<sup>3</sup> de déchets radioactifs s'accumulent sur le territoire français**

Comme ses prédécesseurs, Macron socialise les déficits de la filière : étatisation de la branche nucléaire d'EDF, financement via le livret A... Mais son rêve de relance est une imposture : épuisement des réserves exploitables d'uranium vers 2070 et déficit d'eau de refroidissement des centrales.

### Une loi scélérate et écocide

La loi « d'accélération du nucléaire » votée le 16 mai 2023<sup>1</sup> prétend régler les complications techniques du parc nucléaire par la « simplification administrative » : les sites sont dispensés d'autorisation d'urbanisme, le droit d'expropriation et la loi Littoral sont assouplis, les chantiers pourront démarrer avant l'enquête publique et les écologistes, eux, sont lourdement réprimés... L'objectif de réduction de la part du nucléaire dans la production d'électricité à 50 % à l'horizon 2025, repoussé à 2035 par un décret de 2018, est abandonné. Pour « accélérer » encore plus vite, Macron n'a pas renoncé à démanteler l'IRSN<sup>10</sup>, décision prise le 3 février lors d'un « Conseil de politique nucléaire » mais retirée in extremis de la loi ; elle sera réintroduite plus tard, par d'autres biais.

### La révolution énergétique sera anticapitaliste

Les antinucléaires sont criminalisés en « éco-terroristes », tandis que se dessinent des revendications écologiques radicales, anticapitalistes. La révolution énergétique que nous voulons repose sur deux fondements : – exploiter le principal gisement d'énergie, la sobriété/efficacité : l'énergie la moins dangereuse, la moins polluante et la moins chère est celle qu'on ne consomme pas ; – passer de l'énergie de stock (nucléaire, hydrocarbures) à l'énergie de flux (renouvelables) : baisser les émissions en développant les renouvelables (éolien, solaire, hydroélectricité, géothermie...).

L'expropriation des groupes de l'énergie sans indemnité ni rachat au sein d'un monopole public de l'énergie, dénucléarisé et décarboné, placé sous contrôle total des salariés et usagers, pour décider en fonction des besoins prioritaires, en préservant la biodiversité est une nécessité. De même qu'une révolution dans l'organisation sociale et économique de l'espace public : agriculture, urbanisme, transports, services publics...

- 1 – Royal United Services Institute
- 2 – 413 milliards (la loi de programmation militaire 2019-2025 prévoyait 295 milliards).
- 3 – Cour des comptes (2016).
- 4 – Mélange uranium-plutonium.
- 5 – L'Anticapitaliste n°592.
- 6 – Le Figaro (13/3/2011)
- 7 – Programme électronucléaire français.
- 8 – L'Anticapitaliste la revue n°133.
- 9 – L'Anticapitaliste n°663.
- 10 – Contrôleur technique du nucléaire (L'Anticapitaliste n°650, n°651, n°652, n°654)

**C'est près de 500 milliards qu'il faudrait trouver pour financer le « grand carénage » EDF, le « revamping » de l'usine Orano-La Hague, la piscine géante de mox usé, les 14 EPR, Cigéo... Quant aux milliards dépensés à fonds perdus sur des projets délirants comme ITER ou les SMR<sup>8</sup>, ils n'ont d'autre utilité que de faire croire aux gogos que le nucléaire a un avenir. Dans l'immédiat, sur ordre de l'Otan, la dépendance de la filière à l'uranium de traitement produit en Russie oblige Orano à lancer en urgence un projet d'extension de son usine d'enrichissement du Tricastin.**

## EAU ET CENTRALES NUCLÉAIRES : ÇA COINCE (AUSSI)!

Les défenseurs du nucléaire ne cessent de le marteler : cette filière est LA solution pour lutter contre le réchauffement climatique car peu émettrice de CO<sub>2</sub>. C'est aller un peu vite!

Is oublie de dire que si les rejets de CO<sub>2</sub> des centrales nucléaires sont effectivement très inférieurs à ceux des centrales thermiques fossiles (charbon, gaz, pétrole), ces technologies sont basées sur le même principe : chauffer de l'eau qui, transformée en vapeur, fait tourner une turbine dont l'énergie mécanique produit de l'électricité via un alternateur. Or, le rendement de cette opération se situe entre 31 % et 47 % pour les centrales à combustibles fossiles, et à environ 33 % pour les centrales nucléaires. Pour 3 mégawatts (MW) d'énergie primaire, une centrale nucléaire ne produit qu'1 MW d'électricité et rejette 2 MW de chaleur. Ce problème ne se pose pas avec les filières photovoltaïques et éoliennes qui ne passent pas par une production de chaleur soumise à un cycle thermodynamique.

### Un besoin en eau accru pour évacuer la chaleur

Compte tenu de ce faible rendement, le parc nucléaire français rejette dans l'environnement une énorme quantité de chaleur inutilisée : en 2019 (année où il n'a fonctionné qu'à 71 % de ses capacités)<sup>1</sup>, 820 térawattheures (TWh), soit plus du double de la consommation d'énergie finale pour le chauffage et l'eau chaude sanitaire de la totalité des logements en France (350 TWh). Les centrales ont besoin d'énormément d'eau pour évacuer cette chaleur : l'eau froide est prélevée dans un cours d'eau ou la mer, puis rejetée après avoir été chauffée, soit par évaporation dans l'atmosphère à travers les tours aéroréfrigérantes des réacteurs en circuit « fermé », soit sous forme liquide dans le milieu d'origine avec les réacteurs en circuit « ouvert ». Même pour ces derniers, une partie de l'eau finit par s'évaporer. Pour l'ensemble du parc nucléaire ce sont plusieurs centaines de

millions de mètres cubes (Mm<sup>3</sup>) d'eau douce qui s'évaporent chaque année, ce qui est loin d'être négligeable par rapport aux prélèvements annuels pour l'eau potable (3 700 Mm<sup>3</sup> d'eau souterraine et 1 800 Mm<sup>3</sup> d'eau de surface). Global Chance estime<sup>2</sup> que l'EPR de Flamanville et les 14 EPR annoncés par Macron entraîneraient une augmentation de 400 Mm<sup>3</sup>/an de l'eau douce évaporée.

### Un réchauffement autour des centrales avec des conséquences

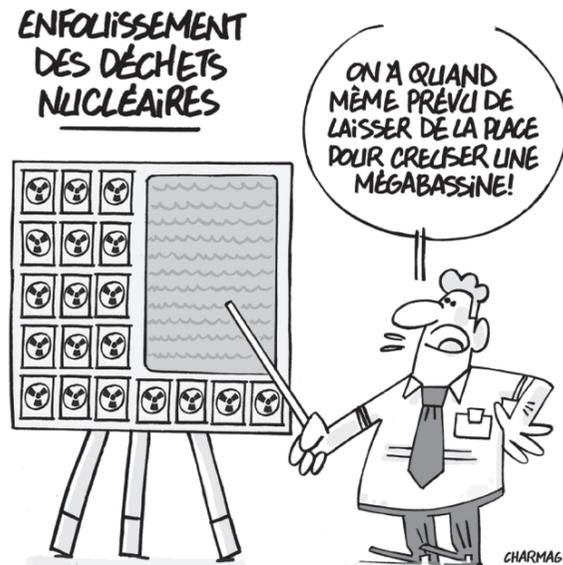
Le réchauffement n'est pas sans conséquences. La CRIIRAD nous apprend que, de l'aveu même d'EDF, plus de la moitié du réchauffement du Rhône de ces dernières décennies est dû aux centrales nucléaires qui y rejettent de l'eau chaude (8 réacteurs en circuit ouvert de Bugey, Saint-Alban et Tricastin). Les centrales en bord de mer ne sont pas en reste. D'après un article

**Pour 3 mégawatts (MW) d'énergie primaire, une centrale nucléaire ne produit qu'1 MW d'électricité et rejette 2 MW de chaleur**

chinois de 2021, « l'augmentation des températures maritimes côtières causée par les centrales thermiques chinoises (principalement nucléaires mais également à charbon) concerne plusieurs dizaines à plusieurs centaines de km<sup>2</sup> autour de chaque site. Elle représente l'équivalent de plusieurs années de l'augmentation liée au réchauffement climatique global »<sup>3</sup>. Pour atténuer cet impact, des limites ont été établies : la température de l'eau rejetée et le

réchauffement ne doivent pas dépasser une valeur propre à chaque site, sous peine de devoir diminuer la puissance du réacteur, voire de le mettre à l'arrêt. Problème : quand ces limites ont été fixées, le réchauffement climatique n'avait pas été anticipé. Lors de la canicule de 2003, afin d'éviter le blackout, des dérogations ont dû être accordées pour permettre à EDF de dépasser ces limites. Depuis, la situation ne cesse de s'aggraver, et les dérogations se multiplient. Les autorités envisagent d'assouplir les contraintes, et donc d'autoriser à réchauffer encore plus. Le nucléaire, une solution au réchauffement climatique, vraiment ?

- 1 – La disponibilité nucléaire du parc a été de 72 % sur la période 2015-2021, et seulement 54 % en 2022 (son plus bas historique).
- 2 – <https://www.global-chance.org/HISTOIRE-D-EAU>
- 3 – <https://www.criirad.org/categorie/centrales-nucleaires/pollution-thermique-centrales/>



## MOBILISONS-NOUS CONTRE LE NUCLÉAIRE, SES DÉCHETS, SES BOMBES ET SON MONDE!

Les antinucléaires sont confrontés à une volonté gouvernementale de construction de nouveaux réacteurs EPR au pas de charge, sans aucun débat et à coups de milliards d'euros, et à un « mouvement pour le climat » qui pourrait écouter les sirènes leur chantonner que le nucléaire est « bas carbone ».

P ourtant le 16 février 2023 à Tours, comme le titrait L'Anticapitaliste, les antinucléaires se sont rebiffés.

En effet de Bure, de La Hague, de la Sarthe et du Pays nantais, de Paris et d'ailleurs, du collectif Loire Vienne Zéro Nucléaire, de Sortir du nucléaire (SDN), d'Arrêt du nucléaire (ADN) et d'autres collectifs, ils/elles sont venus à Tours dire non à cette mascarade de débat public et à la relance du nucléaire.

Le succès de ce premier rassemblement regroupant d'anciennes ou de jeunes générations, membres de réseaux, d'organisations nationales ou de collectifs locaux a donné le coup de



pouce à un mouvement implanté localement, très actif contre les

installations nucléaires locales, mais qui n'est plus capable de mobiliser nationalement contre le nucléaire et son monde.

### À Paris le 3 juin

À Tours, l'ensemble de ces collectifs ont décidé de se retrouver à Paris le 3 juin pour une journée d'échange, d'organisation et d'action. Des partis politiques NPA, LFI et ÉELV, des syndicats locaux ou nationaux, des regroupements comme Arrêt du nucléaire, le réseau SDN, l'observatoire des armements, des élus locaux et députés ont annoncé leur présence pour appuyer ce rassemblement de la mouvance antinucléaire.

### À Bure, les journées d'études des 7-8-9 juillet

Surtout, un autre rendez-vous est programmé les 7-8-9 juillet à Bure lors de la 10<sup>e</sup> édition des journées d'études des collectifs Arrêt du nucléaire pour prolonger le rassemblement parisien. L'opposition au nucléaire ne doit pas se laisser bâillonner ni endormir. Que nous soyons d'ancienne ou de jeune génération, membres de réseaux, d'organisations nationales ou de collectifs locaux, et quels que soient nos moyens d'action respectifs, retrouvons-nous le 3 juin et les 7-8-9 juillet.

**Ni prolongation ni relance, ni déchets ni bombes : arrêt du nucléaire civil et militaire!**

## PRISONS Contre les violences carcérales, la mobilisation progresse lentement mais sûrement !



La mobilisation du 28 mai contre les violences carcérales s'est tenue, cette année, dans plusieurs villes. Manif à Lyon et Rennes, rassemblement devant la maison d'arrêt d'Amiens, émission de radio à Marseille... Le mouvement a gagné en ampleur depuis l'an passé !

À Lyon, une centaine de personnes ont défilé parmi lesquelles des membres du comité Vérité justice pour Idir, la famille de Mehdi Berroukeche (assassiné à la prison de Saint-Étienne en décembre 2022 par un co-détenu sorti de l'hôpital psychiatrique), des militantEs autonomes, mais aussi du NPA, du PCF ou de l'UCL, un député algérien, l'adjoint à la culture de Corbas. De nombreuses banderoles, des pancartes avec le portrait des victimes.

### La météo aussi déteste la taule

À Rennes, c'est sous un soleil radieux que nous avons dansé, lors du parloir sauvage, au rythme des morceaux réclamés par les détenues, mangé à la cantine, tenue par le réseau Food not Bombs, avant de laisser des personnes concernées prendre la parole. Phase ouverte dans le recueillement par les membres du collectif Justice et Vérité pour Sacha, s'exprimant au nom des parents de ce dernier, présents également. Sacha a mis fin à ses jours en 2021, au mitard de la prison de Saint-Brieuc, à l'âge de 18 ans, quelques jours avant sa sortie.

Puis S., ancien détenu rencontré six jours plus tôt lors d'un tractage pour la journée, nous a lu sa prose poétique, pleine à la fois de fantômes accrochés aux barreaux et d'espoir. Une belle rencontre qui a fait également, la veille, le succès de l'atelier, supervisé par un psychiatre, sur les conséquences psychiques de la taule.

La journée s'est poursuivie avec la lecture de lettres de détenuEs et de retenuEs et par celle de la pièce *Pisser dans l'herbe* relatant le quotidien d'une femme incarcérée. Tout au long du parcours, les passantEs ont manifesté leur curiosité, parfois leur soutien.

Bilan : de nouvelles villes, de nouveaux contacts, de nouveaux sympathisants à la cause. On lâche rien !

Anna Ralebolle

Condamnées à des salaires de misère et à une vie de privations, les salariéEs du pôle logistique de l'entreprise Vertbaudet ont commencé une grève le 20 mars dernier pour réclamer des augmentations de salaire.

Symbolisant les effets désastreux de la financiarisation des entreprises, des politiques publiques de partage de la valeur et du management autoritaire, cette lutte a désormais acquis un écho national.

### L'explosion de la colère face à des salaires de misère et à une vie de privations

L'enseigne de vêtements et de produits pour enfants Vertbaudet compte 75 magasins dans tout le pays et offre également un service de vente à distance. C'est dans le pôle logistique de l'entreprise, situé à Marquette-lez-Lille dans les Hauts-de-France, que les ouvrières grévistes (80 % des effectifs sont des femmes) emballent et préparent les colis à une cadence épuisante et des horaires de travail difficiles. Malgré leur ancienneté et leur expertise, ces femmes sont presque toutes rémunérées au Smic ce qui, a fortiori dans un contexte de crise économique et d'inflation, ne leur permet pas de vivre dignement de leur travail. Certaines d'entre elles sont mères célibataires et n'arrivent plus à payer les nourrices et les centres aérés de leurs enfants. D'autres sont obligées de recourir au Secours populaire car leur petit salaire ne leur permet même pas de remplir le frigo.

La colère des ouvrières a explosé courant février début mars quand les syndicats majoritaires (FO et CFTC) ont signé des NAO (négociations annuelles obligatoires)

## SALAIRES La lutte courageuse des ouvrières de Vertbaudet



Des grévistes de Vertbaudet sur le piquet. NPA

qui prévoient 0 % d'augmentation pour les ouvrières, et cela dans un contexte où l'entreprise fait des bénéfiques records et que ceux-ci sont annoncés aux salariéEs quelques jours après les négociations.

### Des relations déshumanisantes et un management sexiste

Les salariées affirment que le changement de direction il y a un an et le contexte de crise économique ont été la goutte de trop. « Les directeurs des services ne connaissent même pas nos noms, pour eux nous sommes des matricules », nous explique une femme sur le piquet de grève. Une autre salariée ayant participé au mouvement de grève depuis le début nous raconte que la direction justifie les bas salaires en affirmant qu'ils sont calculés pour leur permettre de toucher les allocations de la CAF ! Les ouvrières sont convaincues que tant de mépris et de fermeture vis-à-vis de leurs revendications légitimes répond à une logique de domination de genre : « nous sommes encore ici car nous sommes des femmes, ils ne croyaient pas en notre capacité à tenir si longtemps ». Cela

augmente la détermination des travailleuses. Elles savent qu'elles ne sont pas majoritaires et que la direction manipule les collègues qui n'ont pas adhéré à la grève. Mais elles sont aussi convaincues que leur combat est juste et qu'il ne sera plus possible de retourner en arrière. Les salariéEs se sont syndiquéEs et ont compris l'importance et le rôle de participer et construire les organisations de la classe ouvrière.

La répression policière subie sur le piquet de grève — leur campement a été violemment délogé et un mur en béton a été placé sur la zone qui avait été occupée par les grévistes — leur a permis de prendre conscience du rôle de l'État dans la protection de l'ordre social capitaliste.

### L'apprentissage par la grève

Cette première grève a radicalement changé la vie de ces femmes et leur a donné le courage de s'organiser pour défendre leurs intérêts et ne plus subir. C'est la solidarité entre les collègues grévistes qui leur permet en effet de résister malgré des conditions de travail si dures. La grève a été une période d'apprentissage précieux : les ouvrières prennent conscience de leur rôle dans la production des richesses et de leur capacité à engager un rapport de forces avec le patronat. Une autre issue que la victoire n'est pas envisagée. Leur combat est désormais largement soutenu par leur syndicat, la CGT, à une échelle nationale. Lundi 22 mai,

un rassemblement de quelques centaines de personnes a été organisé à Tourcoing avec la présence des ouvrières, des représentantEs de la gauche syndicale et politique et la participation du leader de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon. Le 24 mai, les ouvrières se sont rendues au siège de l'entreprise à Paris avec le soutien national de leur syndicat et de sa nouvelle secrétaire Sophie Binet.

### Jusqu'à la victoire

Depuis quelques jours, de nouvelles négociations ont débuté. Les ouvrières demandent une augmentation de salaire de 150 euros, la reconnaissance des jours de grève et l'embauche des intérimaires. Elles refusent de s'appuyer sur des fausses solutions comme la prime de partage de la valeur et des autres primes ne leur permettant pas de cotiser pour la retraite et d'améliorer concrètement leurs conditions d'existence. Ce combat s'inscrit ainsi également dans le mouvement contre la réforme des retraites dont les effets sont d'ores et déjà visibles et inacceptables pour les travailleurs et les travailleuses. La victoire des travailleuses de Vertbaudet pourrait donner de l'espoir et dynamiser cette séquence de luttes du mouvement ouvrier.

### Hélène Marra

Pour soutenir les salariéEs de Vertbaudet, signez la pétition <https://chnng.it/mcMgz8QLhj> et donnez à la caisse de grève : <https://www.leetchi.com/fr/c/soutien-aux-travailleuses-et-travailleurs-en greve-de-vert-baudet>

## DROGUES Une cannaparade à Paris pour la dépénalisation

« Moins de police, plus de cannabis ! » C'est ce slogan que chantait un millier de personnes samedi 28 mai après-midi à Paris à l'occasion de la Cannaparade, manifestation festive et politique organisée par Cannabis sans frontières et avec le soutien d'autres organisations telles que ASUD ou la Ligue des droits de l'homme.

La prohibition est un échec tant en matière de santé publique que de sûreté publique. Et la France en est l'exemple le plus criant. Malgré l'arsenal le plus répressif d'Europe, le trafic se porte bien (1,2 milliard d'euros de chiffre d'affaires en 2022) et les consommateurEs n'ont jamais été aussi nombreux (5 millions soit 22 % des consommateurEs en Europe). Un constat qui pousse pourtant la députée LR Christelle D'Intorni



NPA

à présenter un projet de loi prévoyant un triplement des peines, la suppression des allocations familiales ou des

bourses étudiantes. En bref, punir les précaires !

### Pour une légalisation qui échappe aux logiques capitalistes

Face à cet échec et tant d'aveuglement, les militantEs de la cannaparade réclament la fin de la répression qui frappe les consommateurEs et l'ouverture d'un vrai débat public sur le cannabis. Iels défendent la nécessité de la légalisation immédiate du cannabis, notamment à des fins thérapeutiques, et la dépénalisation de la consommation de tout produit pour permettre une véritable prévention sans stigmatisation, le droit à l'autoproduction et l'ouverture de Cannabis Social Clubs tournés vers une production locale, bio et de qualité pour une légalisation qui échappe aux logiques capitalistes.

Correspondant

## HOMMAGE ----- Madjiguène Cissé, figure des sans-papiers, s'en est allée



# SALAIRES À la laiterie de Saint-Denis-de-L'Hôtel, une grève historique!

Département agricole, le Loiret comprend également une forte industrie agroalimentaire pour transformer les produits agricoles dont le groupe Laiterie de Saint-Denis-de-L'Hôtel (LSDH) qui affiche aujourd'hui 965 millions d'euros de chiffre d'affaires avec 8 unités de production réparties en France.

Les salariéEs du site de Saint-Denis-de-L'Hôtel, soutenus par la CGT de l'entreprise, tiennent depuis mardi 23 mai un piquet de grève avec une moyenne de 250 grévistes sur 600. Iels se mobilisent après la signature par la CFDT, seule organisation représentative, d'un accord insuffisant lors des NAO. Il s'agit même de la première grève de l'histoire du site. Le NPA est depuis le début du mouvement présent quotidiennement sur le piquet, il est même le seul parti politique venu soutenir les grévistes.

## Conditions de travail difficiles

La LSDH est une entreprise aux forts relents de paternalisme, qui aime se présenter comme une entreprise familiale, ouverte, écologiste, qui a permis de nourrir le canton en embauchant la population locale et en achetant auprès des producteurs locaux.



Une entreprise dont le slogan est « Passion, Ambition, Humanité ». Passion ? Pour l'argent certainement, la fortune personnelle du patron, M. Vasseneix, étant aujourd'hui estimée à 250 millions d'euros (ce qui fait de lui la 447<sup>e</sup> fortune française). Ambition ? Le patron n'en a pas manqué. Quand il s'est agi d'empocher 800 000 euros d'argent public dans le cadre du Plan France Relance pour se faire construire un nouvel atelier. Quand il s'est

agi de se faire élire à la tête de Dev'Up, l'agence du Conseil régional (Union de la Gauche) en charge du développement économique, il n'en a pas manqué non plus. Humanité ? Certainement pas pour ses salariéEs qui demandent de la considération et 300 euros d'augmentation et l'amélioration de leurs conditions de travail qui sont difficiles : chaleur étouffante, travail en 3 x 8, exposition sans protection au peroxyde... Humanité encore, quand le discours de la

direction reste bloqué sur les conditions de la négociation et qu'elle répand des rumeurs sur les grévistes.

## 95% de grévistes

95% des salariéEs à la production sont en grève et les matières premières vont maintenant commencer à pourrir... Le mouvement est donc bien parti pour durer, il gagne en popularité dans la ville et il peut même s'étendre au sein du groupe LSDH. En effet, les grévistes ont reçu la visite des délégués syndicaux des Crudettes, l'usine de salades industrielles située à Châteauneuf-sur-Loire, à moins de 10 kilomètres. Si le mouvement continue et s'étend au sein du groupe, la perte financière amènera rapidement la direction à plus d'humilité. Et si le mouvement gagne, il peut servir d'exemple pour nombre d'entreprises de la région, et démarrer un nouveau cycle de luttes.

CorrespondantEs NPA 45

# FÉMINISME Solidarité avec les femmes andorranes pour le droit à disposer de son corps

Le CDDF66 (Collectif droits des femmes 66) a invité le 26 mai à Perpignan la militante andorrane Vanessa Mendoza Cortés, présidente de l'association Stop Violències, pour une soirée solidaire de son combat pour la dépénalisation de l'avortement, considéré en Andorre comme un crime, même après un viol.

Ce petit État, que Vanessa qualifie de « théocratie parlementaire », coincé entre la France et l'État espagnol, est en effet régi par une législation moyenâgeuse. Deux coprinces décident, entre autres, du droit des femmes à disposer de leur corps : l'évêque traditionaliste d'Urgell, farouchement opposé au droit à l'IVG (et faisant l'objet d'une enquête pour pédophilie !), et Macron qui ne cesse de déclarer son soutien aux droits des femmes mais qui — comme les autres présidents français — ne s'est jamais opposé à cette législation réactionnaire antifemmes !



Vanessa Mendoza Cortés, présidente de l'association Stop Violències. DR

## Poursuites judiciaires

Vanessa et ses camarades ont exprimé dans un spectacle poético-musical très émouvant et combatif la détresse et le combat des femmes andorranes pour leurs

droits. Lors du débat, Vanessa a expliqué les poursuites à son encontre pour avoir dénoncé en 2019, dans une session organisée par le comité de l'ONU contre les discriminations, l'interdiction de l'avortement. Le président andorran, Xavier Espot Zamora, a décidé de la poursuivre pour « diffamation pouvant entraîner une peine d'emprisonnement ». Depuis quatre ans elle est harcelée par la justice ; deux flics la suivent dans tous ses déplacements. Une campagne de solidarité internationale a fait lever les risques d'emprisonnement mais elle risque d'être condamnée à une amende de 30 000 euros.

Son procès doit se tenir en fin d'année. Un procès public « en sorcellerie », comme elle le qualifie avec humour ! La solidarité qui s'exprime aujourd'hui, et notamment en Catalogne sud où les Andorranes prises en charge par Stop Violències sont accueillies par des féministes sud-catalanes qui les accompagnent dans des cliniques pratiquant l'avortement, doit s'élargir dans une campagne internationale. Le mouvement féministe en France — avec un président de la République... coprinced'Andorre ! — a une responsabilité toute particulière à construire.

Josie Boucher

# ÉCOLOGIE À Saint-Colomban, le sable aussi se soulève

Les Soulèvements de la Terre dans tous les territoires ! Le 11 juin en 44 BZH convergence !

À Saint-Colomban, contre les projets d'extension des carrières d'extraction de sable GSM et Lafarge, la Tête dans le sable (TDLS) se mobilise depuis trois ans.

En 2021, avec d'autres structures, elle a créé le collectif Fin de carrières 44 car des projets similaires poussent un peu partout dans le département. Ce collectif continue sa mobilisation et appelle à faire du dimanche 11 juin une grande journée de résistance.

## Bétonner toujours plus

Ces projets ont tous la même logique : faire toujours plus de profits en construisant toujours plus sans se soucier des enjeux écologiques et sociaux. L'artificialisation des sols se poursuit à grands pas, les terres agricoles sont bétonnées et les friches industrielles abandonnées avec leurs lots de pollution. La contradiction avec les enjeux climatiques est totale. La mobilisation contre l'extension des carrières de sable entre bien dans cette logique. Le sable, qui pourrait pourtant apparaître comme une ressource non polluante, ne l'est pas. Cette ressource est rare et sert principalement au bétonnage qui ne pourrait avoir lieu sans ce bien commun. Son extraction laisse des nappes phréatiques à ciel ouvert dans les carrières et participe au réchauffement climatique.

## Convergence

Les manifestations, au départ de Saint-Colomban et d'Héric convergeront vers Nantes, où aura lieu une manifestation des syndicats et associations contre le transfert du CHU (un projet mégalo à plus de 1 milliard d'euros et inadapté). Le soir de la mobilisation, à l'Ambazada de Notre-Dame-des-Landes, une réunion des comités Soulèvements de la Terre concrétisera l'extension et la convergence des luttes écologiques et sociales. Une résistance plus que jamais nécessaire.

Correspondant



Le 15 mai dernier nous avons appris avec tristesse le décès de Madjiguène Cissé, au Sénégal. Déjà plus d'un quart de siècle que la route de Madjiguène Cissé a croisé celle des militantEs de la LCR.

Le 18 mars 1996, quelques mois après le mouvement de novembre-décembre 1995, des Africains sans-papiers, pour la plupart résidents des foyers de travailleurs migrants de Montreuil, confrontés aux lois Pasqua-Debré, occupent l'église Saint-Ambroise dans le 11<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Ces lois étaient restrictives et avaient créé des situations absurdes. Commence alors un mouvement qui s'inscrit dans la durée et est marqué par des pérégrinations dans Paris, des occupations, manifestations et diverses initiatives. D'autres collectifs de sans-papiers se créent, et le mouvement

mobilise associations, organisations, personnalités et artistes.

## Occupation, grève de la faim pour les droits des sans-papiers

Expulsés de Saint-Ambroise dès le 22 mars, les « sans-papiers », qui ne veulent plus être appelés « clandestins », occupent le gymnase Japy, sont accueillis temporairement dans divers locaux syndicaux, associatifs, passant par la Cartoucherie de Vincennes. De là, ils partent occuper les entrepôts désaffectés de la Halle Pajol, appartenant à la SNCF où se déroulera une première grève de la faim.

Le gouvernement joue l'épuisement, campe sur ses positions, renvoyant les sans-papiers vers les préfectures. Le mouvement décide d'occuper un lieu plus en visibilité et investit, fin juin 1996, l'église Saint-Bernard dans le 18<sup>e</sup> arrondissement au cœur du quartier de la Goutte-d'Or. Cette occupation dure huit semaines, pendant lesquelles se déroule une grève de la faim de dix sans-papiers avec une présence militante en soutien, nuit et jour.

## L'énergie et la culture militante au service du mouvement

Ce mouvement n'a pu s'inscrire dans la durée et visibiliser la lutte des sans-papiers que grâce à un fonctionnement interne particulier, un mouvement de soutien important. Ces sans-papiers ont des visages, des délégués, des

porte-parole et le visage des grévistes de la faim de Saint-Bernard. Madjiguène Cissé était une de ces figures et non des moindres. Venue du Sénégal, professeur d'allemand, elle s'est jointe à ce mouvement et y a apporté son énergie, sa culture militante, ses capacités d'analyse et sa vivacité d'esprit. Omniprésente, elle a toujours veillé à ce que les sans-papiers soient maîtres de leurs décisions, à ce que dans les rapports entre les sans-papiers et les militantEs présents en soutien à cette lutte, ceux-ci soient informés et associés le plus étroitement possible tout en respectant les décisions des sans-papiers. Elle participera à l'auto-organisation des femmes sans-papiers. De retour au Sénégal, Madjiguène Cissé poursuit son action militante en direction des femmes avec l'animation du

Réseau des femmes pour le développement durable en Afrique. Les discussions avec elle étaient parfois vives, ponctuées de mouvements de la tête et des yeux qui lui étaient propres et chargés de signification. De Pajol à Saint-Bernard et après, la LCR s'est engagée, à travers ses militantEs et ses porte-parole (Alain Krivine en particulier est présent avec une régularité sans faille) aux côtés des sans-papiers, créant un lien fort avec Madjiguène Cissé. Son passé militant, son intelligence et sa culture, mis au service de cette lutte, furent un atout pour les sans-papiers, leur permettant de tenir le cap qu'ils et elles s'étaient fixé. Jusqu'au bout... Il nous reste les souvenirs, son regard pénétrant et nos convictions. Fred A. (Paris)

**RIJ**

## Un camp international pour les jeunes anticapitalistes

Cette 38<sup>e</sup> édition des Rencontres internationales Jeunes (RIJ) aura lieu comme l'an passé — une fois n'est pas coutume — en France, dans l'Allier, près de Moulins du 22 au 28 juillet. Une occasion pour des jeunes venus de nombreux pays de venir se former, discuter et se rencontrer.

Ce camp d'été, organisé dans le cadre de la Quatrième Internationale — dont les organisations anticapitalistes et révolutionnaires sont présentes dans plus de 40 pays —, rassemble plusieurs centaines de jeunes révolutionnaires.

Son objectif : se retrouver dans un campement autogéré pendant une semaine pour se rencontrer, se former et discuter, avec des jeunes militantEs du monde entier, autour des questions essentielles pour une transformation révolutionnaire de la société, du renversement du capitalisme dans une perspective féministe, antiraciste, écosocialiste, antifasciste et internationaliste!

Chaque année les RIJ sont animées par un fil conducteur tout au long de la semaine. Il s'agit de thématiques qui sont au centre des préoccupations actuelles telles que les mouvements et les révoltes dans le monde et le féminisme, l'antiracisme, l'antivalidisme, les luttes LGBTI, l'écosocialisme, les luttes internationales...

### Un camp pas comme les autres!

Parce que nous voulons une société débarrassée des oppressions et du capitalisme, nous essayons de mettre en pratique nos principes dans le camp. La nourriture, le nettoyage, la tenue du bar sont effectués collectivement. Une monnaie interne est mise en place pour niveler les différences de richesse entre les pays. Au sein du camp, les préjugés et normes qui règnent dans la société actuelle (sexisme, racisme, homophobie, transphobie...) sont fermement combattus. Des espaces en non-mixité sont mis en place pour les personnes racisées, pour les femmes et pour les personnes LGBTI pour garantir un lieu de discussions et de débats entre personnes subissant la même oppression.

### Comment s'inscrire?

Le camp est ouvert à toutEs : jeune (lycéenE, étudiantE, précaire, travailleurE...), militantE ou non. Pour l'hébergement, il est nécessaire d'apporter une tente et un nécessaire de camping. La possibilité existe également de dormir dans un lit.

L'inscription au camp est de 155 euros (pour couvrir les frais de logement, de nourriture...) auxquels s'ajoutent les frais de transport (organisés collectivement). Participer à l'élaboration de la société que nous souhaitons, c'est rendre accessible à toutEs le camp. Nous mettons donc en place une solidarité financière et socialisons ce camp.

Participer aux RIJ est une expérience militante et humaine qui permet de tisser des liens par-delà les frontières pour mieux se connaître et changer le monde!

Une seule adresse pour s'inscrire : [jeunes@nouveau-partianticapitaliste.org](mailto:jeunes@nouveau-partianticapitaliste.org)

**CPN**

## Unitaire et révolutionnaire, dans les luttes sociales, écologiques, antiracistes

Le CPN a d'abord adopté à l'unanimité une résolution politique. Le moins que l'on puisse dire, c'est que la situation est contradictoire. Ainsi, « à l'échelle nationale nous avons assisté à un des plus gros mouvements depuis 1995 et 2010, à l'échelle internationale nous constatons de forts reculs et des victoires du camp réactionnaire. » Le gouvernement d'extrême droite en Israël, le maintien d'Erdogan en Turquie, la réintégration d'Assad, le boucher de la Syrie, dans la Ligue Arabe, les dérives dictatoriales de Kaïs Saïed en Tunisie et d'Abdelmadjid Tebboune en Algérie, les généraux au Soudan qui s'écharpent sur le dos des Comités de Résistance, et la récente élection au Chili d'un Conseil constitutionnel aux mains de l'extrême droite témoignent d'une évolution inquiétante des rapports de forces à l'échelle internationale.

### Un bilan d'étape du mouvement contre la réforme des retraites

De ce point de vue, « la politique menée par Macron s'inscrit dans ce contexte plus général de politiques libérales et autoritaires. » Le mouvement se distingue par trois phases successives. Une première phase (19 janvier 2023 – 16 mars 2023), centrée sur les manifestations très fortes dans les villes petites ou moyennes, avec une auto-organisation qui reste très faible. Une deuxième phase après l'utilisation du 49.3 le 16 mars et un pic de mobilisation atteint le 23 mars. Depuis, troisième phase, le mouvement social ne s'est pas transformé en un mouvement politique de masse, une grève générale, mais la pression et la colère sont toujours là : « Les casserolades ont maintenu la pression sur le gouvernement sur un terrain symbolique mais non négligeable. Il est difficile de voir comment le mouvement peut rebondir à ce stade. La journée de grève du 6 juin, deux jours avant

Les 27-28 mai, le NPA a tenu son conseil politique national (CPN) à Paris pour discuter, notamment, de la confrontation du monde du travail avec l'État dans le cadre du mouvement contre la réforme des retraites.

un nouvel épisode parlementaire autour d'une proposition d'abrogation de la loi, est la prochaine date de confrontation. »

### Construire les mobilisations écologiques, s'affronter à l'État et au capitalisme

La mobilisation du 25 mars contre les mégabassines à Sainte-Soline a constitué une étape particulière de l'articulation des luttes écologiques et anticapitalistes, ainsi que les mobilisations contre l'autoroute Castres/Toulouse le 22 avril et contre le projet d'autoroute à l'est de Rouen les 5, 6 et 7 mai.

La prochaine étape est celle de la mobilisation, qui dure depuis plus de vingt ans, contre le projet du Lyon-Turin, contre ce grand projet inutile, les 17-18 juin.

### Réagir face à l'extrême droite et à la dérive autoritaire et raciste de l'État

Les manifestations contre la loi Darmanin du 25 mars se sont inscrites dans la contestation globale de la politique du gouvernement et ont été des succès. Le gouvernement va revenir à la charge cet été. Une politique de pyromane qui montre déjà en partie ses effets : les groupuscules se sentent légitimes à agir sans que l'État soit un obstacle à leurs exactions, par exemple dans l'affaire du maire de Saint-Brévin. La forte implantation militante de l'extrême droite dans la police, l'existence d'escadrons spécialisés dans l'affrontement direct avec le mouvement social, l'institutionnalisation du RN avec sa présence significative à l'Assemblée... sont autant de marqueurs de la transformation autoritaire de l'État.

### Front unique et parti

Pour construire la grève du 6 juin, contre la loi Darmanin, dans les luttes sur les salaires, les luttes écologiques, nous maintenons « une double orientation unitaire et révolutionnaire ».

Même si elles ont lieu dans un an, les élections européennes seront les premières échéances électorales importantes après la mobilisation des retraites. Nous testons les possibilités d'un front uni pour y défendre la nécessité de la rupture avec les politiques libérales européennes mises en place depuis des décennies. En parallèle, nous devons renforcer notre organisation et son projet. C'est dans cet esprit qu'ont été adoptées les compositions de trois commissions : cause animale, immigration-antiracisme, intervention féministe. Une commission du CPN est mise en place pour organiser la Rencontre nationale des comités (RNC) prévue à l'automne. L'Université d'été sera une échéance centrale pour des débats approfondis.

### Forum anticapitaliste

Enfin, les trois quarts du CPN ont adopté l'objectif de regrouper dans un forum anticapitaliste tout début juillet les composantes du mouvement social et les forces politiques avec lesquelles nous discutons.

Un texte d'appel a été écrit avec Rejoignons-nous et Ensemble! Il a pour but d'être proposé ces prochains jours largement à la signature de militantEs et de représentantEs d'autres forces organisées (Gauche écosocialiste, PEPS, UCL...) et surtout de militantEs de la gauche radicale, du mouvement social, des quartiers populaires, en particulier que nous avons côtoyés dans le mouvement.

Fabienne Dolet



## Agenda

**Vendredi 2 juin, projection-débat du film *We are Coming* avec Nina Faure, Paris.** À 20h, au cinéma Les 3 Luxembourg, 67 rue Monsieur le Prince dans le 6<sup>e</sup>, métro Odéon - RER Luxembourg. À l'initiative de la commission féministe du NPA.



**Jeudi 8 juin, projection-débat du film *Il nous reste la colère* avec Philippe Poutou, Clermont (Oise).** À 20h, au cinéma du Clermontois, salle Paul-Lebrun, place Jean-Corroyer. À l'initiative d'Attac Oise et du NPA.

**Vendredi 9 juin, meeting du NPA avec Olivier Besancenot, Saint-Étienne.** À 19h30, Amicale laïque du Crêt-de-Roch, 16, rue Royet.



**Du 22 au 28 juillet, Rencontres internationales jeunes, Moulins-sur-Allier.** Pour s'inscrire : [jeunes@nouveau-partianticapitaliste.org](mailto:jeunes@nouveau-partianticapitaliste.org) (Lire ci-contre)

**Du dimanche 27 au mercredi 30 août, 15<sup>e</sup> université d'été du NPA, Port-Leucate.**

Infos et inscription sur : [nouveau-partianticapitaliste.org/udt2023](http://nouveau-partianticapitaliste.org/udt2023)

## Les Nôtres

### Jean-Jacques Ughetto (1952-2022)

Jean-Jacques a eu le mauvais goût de mourir un 31 juillet... Ses camarades du syndicat de l'office HLM de Gennevilliers et du comité Palestine (AFPS) de la ville ont choisi la date du 3 mars 2023 pour lui rendre hommage. Cette date, celle de la Journée de la Terre en Palestine, était en effet tout indiquée pour notre camarade et ami qui a consacré une bonne part de son énergie militante au soutien aux luttes du peuple palestinien.

Pour ce militant internationaliste, cette solidarité avec un peuple subissant une colonisation impitoyable et auquel les élites et bourgeoisies « occidentales » dénie le simple droit à résister, était un devoir incontournable.

### Courant marxiste-révolutionnaire dit « pabliste »

Dans la foulée de 1968, il avait rejoint le courant marxiste-révolutionnaire dit « pabliste », issu d'une scission de la IV<sup>e</sup> Internationale. Avec eux, il adhère au PSU où il participe activement à l'action antimilitariste avec IDS. Lui et ses camarades sortent du PSU en 1984 quand la secrétaire nationale, Huguette Bouchardeau, entre au gouvernement Fabius et ils rejoignent plusieurs groupements dits autogestionnaires.

Avec Pablo, il adhère à la LCR en 1993, au comité de Gennevilliers où nous avons pu apprécier son énergie militante dans l'action

antifasciste — il était un animateur du comité Ras l'front — et évidemment dans la solidarité internationaliste.

Une première rupture se produit en 1999 avec la guerre du Kosovo : il signe collectivement une lettre dénonçant la position de la LCR comme une soumission à l'Otan — position de soutien au peuple kosovar, résumée par « Ni Milosevic ni bombardements de l'Otan ».

Il finira par quitter la Ligue au début des années 2000, sur la pointe des pieds, le campisme ne l'entraînant cependant pas dans

les dérives des derniers membres de ce courant pabliste qui finit par rejoindre Chevènement.

Après un premier AVC, il a cessé son activité professionnelle en 2010 et s'est replié vers sa ville d'origine, Trappes. Isolé, il finira par se rapprocher du Front de gauche d'abord, puis du PCF — mais sans perdre ses convictions révolutionnaires et antistaliniennes.

Même diminué physiquement, il a continué inlassablement et jusqu'au bout son soutien aux PalestinienEs par son activité dans l'AFPS.

Alors qu'il était hospitalisé en juillet dernier, les soignantEs ont rapporté à sa famille qu'au moment de son transport dans un service d'urgences, où il mourut 2 heures plus tard, il les encourageait à résister à « ce con de Macron ». Militant modeste, ennemi de la jactance révolutionnaire et des effets de manche, il avait l'estime de celles et ceux qui l'ont côtoyé. Ainsi, à sa mort, sont parvenus plusieurs messages de solidarité de militantEs palestiniens. Jean-Jacques, le combat continue! **Ses camarades de Gennevilliers**

## Réunion publique

### À Bayonne, un échange unitaire sur la suite du mouvement sur les retraites

**M**ercredi 26 mai, Philippe Poutou a participé pour le NPA à une table ronde organisée à la Bourse du Travail de Bayonne par le syndicat basque LAB, représenté par Argitxu Dufau, et Solidaires 64 (Gaëtan Perrière). Étaient aussi présentes Aurélie Trouvé (LFI), Clément Pottier (FSU 64) et Nikolas Blain (EH Bai)<sup>1</sup>. La journaliste Béatrice Molle a assuré l'animation de cette soirée devant plus d'une cinquantaine de personnes.

Nous avons échangé pendant deux heures sur le mouvement pour nos retraites. Quel bilan avant le 6 juin ? Comment gagner, cette manche ou les suivantes ? Quelles suites donner ?

Il est urgent de construire l'unité pour pouvoir répondre aux capitalistes et pour faire face à l'extrême droite. La soirée de mercredi était de ce point de vue une réussite : au-delà des manifestations et actions qui nous rassemblent, l'unité passe aussi par ce genre d'événement.

**Correspondant**

<sup>1</sup> - Euskal Herria Bai est un parti politique de gauche en Pays basque nord

## Réunion publique

### À Saint-Denis, la gauche radicale et anticapitaliste débat

*Judi 25 mai à la Bourse du Travail de Saint-Denis (93), une réunion publique, appelée par La France insoumise, l'Union communiste libertaire, le Parti communiste français et le Nouveau parti anticapitaliste a rassemblé 80 personnes du milieu militant dionysien.*

**L**e gouvernement en plaçant l'âge légal du départ en retraite à 64 ans, en méprisant l'opposition à ce projet et en réprimant violemment le mouvement de contestation, a montré sa faiblesse démocratique et l'impasse des politiques néolibérales. Dans la continuité du mouvement social, il nous semblait urgent d'organiser à Saint-Denis une réunion publique des composantes locales de la gauche radicale et anticapitaliste afin de mener un débat en direction de celles et ceux qui se posent la question de la nécessité d'une alternative politique.

#### Analyses et revendications communes

Les interventions des porte-parole, Lila Jacquin pour l'UCL, Rodrigo Arenas, député LFI, Christine Poupin pour le NPA, et Stéphane Peu député du PCF, montrent des analyses communes sur la situation, le caractère anti-démocratique des décisions gouvernementales qui s'exprime par l'utilisation du 49.3 et d'autres articles de loi contournant le processus législatif, la répression policière du mouvement social de ces derniers mois, la précarité accentuée par des mesures gouvernementales antisociales comme la loi Kasbarian facilitant les expulsions de logement et la loi immigration de Darmanin favorisant les reconduites à la frontière. Les organisations se retrouvent sur ces sujets et agissent déjà ensemble dans les comités contre les projets locaux du maire de Saint-Denis qui a, entre autres, armé et renforcé la police municipale et qui va supprimer le passage de bus RATP dans le centre-ville.

Si les stratégies politiques diffèrent entre alliance électorale contre la montée de l'extrême droite, modification des institutions dans le cadre des élections ou renforcement du poids du mouvement social pour renverser le système capitaliste, cette réunion a pu mettre en évidence des revendications communes. Il reste cependant à construire une stratégie politique commune de contestation du pouvoir de Macron et des institutions. Nous devons la construire avec des organisations mais aussi avec celles et ceux qui se positionnent actuellement dans le champ d'une gauche de rupture anticapitaliste et qui cherchent une voie politique pour s'organiser.

**CorrespondantEs**

## Réunion publique

### Un retour du NPA dans l'Allier réussi!

*Plus de dix ans que le NPA n'avait pas tenu de réunion publique dans l'Allier. Autant le dire tout de suite, ce fut réussi! Nous étions une centaine, avec Olivier Besancenot notamment, réunis dans la salle Robert-Lebourg à Montluçon vendredi 26 mai pour montrer notre détermination à ne rien lâcher contre Macron, ses réformes et son monde.*

**D**ans son introduction, Emma pour le NPA 03 a rappelé la nécessité de mener tant localement que nationalement le combat anticapitaliste, féministe et écologique. Puis, Pascale (Collectif Stop Mines 03) a présenté la mobilisation en cours contre le projet de la mine de lithium. Erwan (Solidaires 03) est revenu sur la mobilisation contre la réforme retraite, ses forces et ses faiblesses tout en insistant sur la nécessité de réunir dans le même mouvement syndicats, partis et associations. Pierre (conseiller régional insoumis) est revenu sur la nécessité de lutter ensemble pour défendre nos biens communs. Ingrid (Soulèvements de la Terre) a présenté le tout jeune comité de l'Allier et rappelé le nécessaire combat à mener face aux désastres écologiques engendrés par le capitalisme. Enfin, Vincent (Confédération paysanne) a insisté sur le caractère anticapitaliste du syndicat paysan. Saluons également la présence de nos camarades du NPA de la Creuse.

#### Un super meeting pour la convergence des luttes

Au-delà de ces intervenantEs qui avaient répondu positivement à notre invitation, nombre de militantEs d'organisations étaient



NPA

présentEs (CGT, FSU, PCF, Jeune Garde, gauche du PS, élus locaux...) et ont pu pour certainEs intervenir dans le débat qui a suivi l'intervention d'Olivier Besancenot qui, comme à son habitude, a mouillé la chemise avec une parole dynamique et mobilisatrice. Des interventions qui sont la démonstration de ce que nous définissons comme les convergences des luttes.

Une quinzaine de contacts ont été pris. Bref, un super meeting dont tout le monde est sorti regonflé et motivé et qui offre de réelles possibilités de développement du NPA dans l'Allier. Le nombre de personnes présentes, la jeunesse de plusieurs d'entre elles et la dynamique générale du meeting nous confortent dans l'idée que plus que jamais, nous avons besoin d'un outil capable d'aider à la construction d'une contre-offensive du monde du travail, de la jeunesse, des classes populaires face à ce gouvernement. C'est ce à quoi vont s'employer les militantEs du NPA de l'Allier.

**Correspondant**

## Histoire

*Deux années : 1967 et 1968. Deux révoltes effacées par les oppresseurs, celle de la population en Guadeloupe et celle des étudiantEs au Mexique, deux drames qu'il s'agit de faire vivre absolument, voici donc deux petits livres militants qui défendent la mémoire de celles et ceux qui ont lutté.*

### Guadeloupe Mai 67, d'Elsa Dorlin

Éditions Libertalia, 2023, 160 pages, 10 euros.

**Q**ue s'est-il passé en Guadeloupe en mai 1967 ? Le sous-titre indique « Massacrer et laisser mourir », de quoi parle-t-on ? Comment se fait-il que pour la plupart des gens cela n'évoque rien ?

#### Répression de la grève, racisme et massacre

Dans un climat de fortes tensions raciales et de mobilisations policières importantes, le 26 mai 1967, des ouvrierEs se mettent en grève et organisent une grande mobilisation

devant la Chambre de commerce de Pointe-à-Pitre où se tiennent les négociations entre le patronat et les syndicats pour l'augmentation des salaires. Très rapidement les négociations sont rompues, un syndicaliste rapportant aux manifestantEs les propos racistes tenus par un patron. La manifestation qui se voulait pacifiste dégénère, les affrontements avec les forces de l'ordre sont violents, sous les ordres du préfet Pierre Bolotte et du commissaire, les CRS ont ordre de tirer à balles réelles. Ce massacre

fera officiellement huit morts mais il y en a eu certainement plusieurs dizaines.

Elsa Dorlin revient dans son ouvrage, rédigé en collaboration avec Mathieu Rigouste et Jean-Pierre Sainton, sur les événements qui ont émaillé l'année 1967 en Guadeloupe et comment le gouvernement français a pensé la mise en place du maintien de l'ordre et programmé militairement la contre-insurrection.

Ce livre permet de comprendre le rapport de domination que perpétue la France dans ses colonies et plus largement comment l'État tente d'étouffer et mater toutes insurrections et mouvements sociaux qui pourraient remettre en cause l'ordre social.



### 68, de Paco Ignacio Taibo II

Éditions L'Echapée, 2008, 128 pages, 10 euros.



**P**aco Ignacio Taibo II était étudiant en 68 à Mexico. Il a vécu la révolte étudiante, il en fut un des militantEs actifs. Il avait fait comme un journal, pris des notes, pour en faire un roman. Mais il n'a pas réussi. C'est devenu ce livre, un récit, fait à la première personne. À partir de ses souvenirs, il raconte ce profond mouvement étudiant qui a concerné dans les 500 000 jeunes, qui a duré d'août à décembre 1968. Une lutte terrible pour le droit à étudier, pour des droits démocratiques fondamentaux, contre un pouvoir liberticide. La contestation partira d'actions de répression du pouvoir et touchera la plupart des universités.

#### Agitation étudiante permanente

Paco nous fait vivre des moments difficiles mais enthousiasmants, avec un peu d'autodérision parfois, au travers d'une succession de petits chapitres, mettant en scène ses camarades de lutte : une agitation étudiante permanente, des réunions et des meetings, des « brigades » dans les rues pour populariser la lutte, des manifestations énormes, une organisation du mouvement clandestin pour éviter les arrestations qui étaient très nombreuses (des milliers d'étudiantEs furent emprisonnés). Il est question de détermination et de courage pour faire face à une répression systématique et brutale qui ira jusqu'au massacre de centaines d'étudiantEs le 2 décembre 1968... à peine 10 jours avant le début des Jeux olympiques de Mexico. Un drame qui stoppe le

mouvement dans l'indifférence des pouvoirs du monde entier pour laisser la place à la plus grande des compétitions sportives.

Il y a de la nostalgie, de la tristesse, la fierté chez Paco Ignacio Taibo qui rend ainsi un bel hommage aux jeunes révoltés de 68 au Mexique.

**Béatrice et Philippe**

**COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA**

**librairie**  
★ la-breche.com

27, rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44  
contact@la-breche.com

Lundi : 14 h - 20 h,  
mardi au samedi : 12 h - 20 h

Cette fois-ci, ce ne sont pas les boîtes aux lettres qui ont été détruites et la porte enfoncée, dégâts que le Centre observe bien trop souvent, mais c'est une bombe artisanale qui a été lancée par un individu alors que deux salariéEs et une bénévole se trouvaient à l'intérieur du local. Les victimes ont réussi à sortir avant l'explosion, mais une certitude subsiste : l'individu avait pour intention de blesser et d'intimider.

**«Votre soutien nous va droit au cœur»**

Bénévoles, éluEs et membres d'associations ont pu prendre la parole pour rappeler l'importance de ce type de lieu pour faire face aux agressions homophobes et transphobes, en hausse ces dernières années. Les chiffres, rappelés par Michel Navion, délégué régional de SOS Homophobie dont le rapport annuel est sorti le 16 mai, sont accablants : 184 cas d'agressions physiques en 2022, et plus de 1500 témoignages d'agressions homophobes et transphobes via les dispositifs d'écoute, soit une augmentation de 28% par rapport à 2021. Et ceci n'est que la surface émergée de l'iceberg : « Les personnes victimes d'agressions homophobes rechignent souvent à chercher de l'aide, de peur de se faire "outer" ou bien d'être mal reçues par les autorités », rappelle-t-il. Lui comme les bénévoles du Centre ont apprécié que le rassemblement du 26 mai se soit organisé de manière si spontanée, et avec tant de monde : « Ça vaut la peine de se battre, être LGBTI c'est aussi beaucoup de joie. Votre soutien nous va droit au cœur », a déclaré Tatiana Cordier, ancienne co-présidente du Centre LGBTI de Touraine. Il est vrai que nombre d'organisations faisaient flotter leur drapeau lors de ce rassemblement : l'Organisation de Solidarité Trans, l'UCL, Solidaires et le NPA étaient présents. Ainsi que des collectifs comme Actions Féministes Tours, Greenpeace et le Collectif antifasciste tourangeau. Quentin Bouttet, co-référent aux actions extérieures du Centre, rappelle que « le conseil d'administration est toujours inquiet pour les bénéficiaires de l'association » mais que « les salariéEs comme les bénévoles restent déterminés malgré les menaces ». Il n'y a donc pas à douter que l'association continuera son œuvre d'entraide.

**Mais qui sont les responsables ?**

L'identité de l'agresseur, et donc son profil, étant toujours inconnu, les intervenantEs cherchent à trouver les raisons idéologiques derrière cet acte. Tatiana Cordier fustige « les médias réactionnaires qui relaient les théories anti-LGBTI, et qui engendrent de la haine envers ces populations », elle en appelle au ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin et au préfet d'Indre-et-Loire pour qu'ils mettent en place des politiques plus sérieuses afin de lutter contre la montée de ces agressions. De même pour Michel Navion qui souhaite que soit mises en place « comme ce qui peut se faire en Charentes-Maritimes et en Pyrénées-Atlantiques, des chartes signées avec les associations pour créer une liaison entre la police et les personnes victimes d'actes homophobes ». Élise Ferreira-Nunes, adjointe au maire et déléguée à l'égalité des genres et à la lutte contre les discriminations, réitère le soutien de la mairie pour lutter contre la montée de cette violence : « Il y a encore des personnes

**REPORTAGE Après l'attentat au Centre LGBTI de Touraine, les militantEs restent déterminés**

Pour la sixième fois en moins de six mois, le Centre LGBTI de Touraine a été victime d'une attaque le 22 mai, et non des moindres. Un rassemblement en soutien à l'association située dans le centre de Tours a réuni près de 300 personnes le vendredi 26 mai. Le Centre propose accueil et entraide pour les personnes LGBTI en questionnement ou victimes d'agressions. Le point avec les militantEs.



MARIELLA ESVANT

"soulagée" d'être bien reçues au commissariat lorsqu'elles portent plainte, les personnes LGBTI doivent être mieux accueillies.»

**Un son de cloche plus incisif**

Après les prises de parole un peu plus institutionnelles, deux intervenants n'ont pas hésité à déclarer plus ouvertement que l'extrême droite était responsable de ce genre d'attaque. D'abord, Swan, porte-parole de l'Organisation de solidarité trans (OST), association féministe et matérialiste qui entend faire gagner de nouveaux droits pour les personnes trans via les luttes, l'a exprimé clairement devant la foule : « Les LGBTI sont les cibles privilégiées de l'extrême droite, mais aussi de la bourgeoisie : acharnement dans les médias, agressions fascistes dans les villes comme à Lille, Carnac, Lyon et aujourd'hui à Tours ». Le porte-parole dénonce la récupération de la Ville et la charte proposée par SOS Homophobie : « C'est un déchargement de leur responsabilité. Ce soutien des éluEs est un soutien de façade » avant d'ajouter que « les autorités ont toujours été contre nous ».

**L'antifascisme pour défendre les droits de minorités**

Dans le même sens, une autre intervention est venue d'unE membre du Collectif antifasciste tourangeau (CAT), organisation antifasciste locale, restée anonyme : « On ne compte plus les camarades agressésEs, et l'État ne fait rien. Pire, elle renvoie dos-à-dos les "extrêmes". Il nous faut un front antifasciste uni, cette bataille est à mener ensemble ». Après son intervention, une membre de l'OST a commencé à chanter : « Pas de fachos dans nos quartiers, pas de quartiers pour les fachos ». Le slogan a été repris par l'ensemble des personnes rassemblées. Concernant les attaques de l'extrême droite, Milou, bénévole du Centre, explique que ce n'est pas nouveau : « Pendant

les présidentielles, des militants de Reconquête, le parti d'Éric Zemmour, sont venus au Centre jeter leurs tracts par terre en scandant des insultes homophobes. On trouve régulièrement leurs autocollants proches du local, c'est récurrent. »

**Les sans-papiers aussi touchés par les agressions**

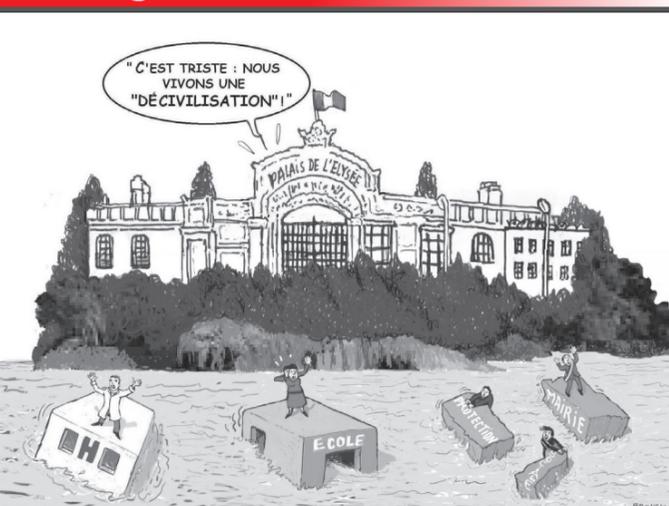
Utopia 56 a également été soutenu par l'OST et le CAT. En effet, la nuit suivant l'attaque contre le Centre LGBTI de Touraine, leur local à Tours a été vandalisé. Alice, membre de l'OST explique : « Les trans comme les immigréEs sont les victimes de l'extrême droite. Il ne fait pas de doute que ces agressions viennent du même type de personnes. Nous nous battons également pour les droits des personnes sans-papiers, car beaucoup sont trans et cherchent un accès à la santé. Mais en raison de leurs conditions, iels ont du mal à trouver un hébergement et remplir les démarches administratives. Nombreuses sont celles à se tourner vers la prostitution pour survivre ». Et Swan de confirmer que « pour l'OST, la convergence des luttes est essentielle. »

Malgré la volonté des organisateurEs qu'Utopia 56 s'exprime lors de ce rassemblement, l'association a décliné. Mais iels sont tout de même venus apporter leur soutien.

**La lutte contre les LGBTIphobies reste primordiale**

Cet attentat au Centre LGBTI de Touraine montre le chemin qu'il reste à parcourir pour que la société accepte toutes les orientations sexuelles et identités de genre. Mais dans cette quête d'égalité, il y a deux visions qui s'affrontent : une qui cherche que les institutions s'adaptent ; une autre qui souhaite que l'obtention de nouveaux droits passe par la lutte. À Tours, cette distinction prendra forme autour de deux Prides, complémentaires : le 17 juin à la date de la Pride nationale, festive, notamment soutenue par la mairie ; et une autre, le 1<sup>er</sup> juillet, la « Pride de lutte », organisée à l'initiative de l'OST qui souhaite faire transparaître le caractère hautement politique des questions LGBTI. Pour faire un don au Centre LGBTI de Touraine : <https://www.centrelgbt-touraine.org/faire-un-don> **Nath Renaudin (NPA 37)**

**L'image de la semaine**



**Vu ailleurs**

**CRS 8. DES PRÉFETS S'ÉMEUVENT DU FONCTIONNEMENT HYPERVIOLENT DE CETTE COMPAGNIE.**

Des policiers de la CRS 8, une unité spéciale que Gérald Darmanin a créée en 2021 et qu'il utilise à sa main, font l'objet d'une enquête ouverte par le parquet de Rennes pour avoir brutalisé un manifestant. Dans une note interne, le commandant de cette compagnie ne cache pas leur esprit va-t-en-guerre. Interrogés par Mediapart, des préfets s'émeuvent du fonctionnement hyperviolent de cette compagnie. [...] Gérald Darmanin a [...] fait appel à la CRS 8 après le recours au 49-3 pour durcir le maintien de l'ordre face aux mobilisations contre la réforme à Paris ou à Rennes. Il a également envoyé une partie de cette compagnie, en avril, à Mayotte, dans le cadre de l'opération baptisée « Wuambushu », pour chasser des centaines de personnes de leurs logements avant de les démolir. Dès leur arrivée, les policiers s'y sont illustrés en n'hésitant pas, à douze reprises, à faire usage de leur pistolet automatique. « Ils ont tiré vers le sol, commente auprès de Mediapart un gradé [...] une absurdité qui peut se révéler dangereuse. » [...] (Un préfet) s'inquiète « du risque de nervis, de centurions, que représente cette compagnie ». Pour l'éviter, il a d'ailleurs toujours « pris soin de l'encadrer avec un commissaire local afin de la tenir et d'avoir des remontées sur ce qu'elle fait ». « C'est surtout un outil de communication du ministre Darmanin, qui a trouvé sa Brav-M avec les CRS 8 ». « Cette compagnie coûte en plus très cher, lance un ancien responsable de CRS [...]. Le ministre instrumentalise cette compagnie à des fins politiques. C'est dangereux et cela fait encourir davantage de risque qu'un drame se produise. »

Pascale Pascariello, « La CRS 8, l'unité "va-t-en-guerre" de Gérald Darmanin, est visée par une enquête judiciaire », Mediapart, 23 mai 2023. <https://www.mediapart.fr/journal/france/230523>

**L'Anticapitaliste**

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **12€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

**s'abonner par chèque**, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 35 € <input type="checkbox"/> 1 an 70 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 25 € <input type="checkbox"/> 1 an 50 €	
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 25 € <input type="checkbox"/> 1 an 50 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 € <input type="checkbox"/> 1 an 40 €	
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 60 € <input type="checkbox"/> 1 an 120 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 45 € <input type="checkbox"/> 1 an 90 €	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois 12 €	

**ÉTRANGER**  
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : [diffusion.presse@mpa2009.org](mailto:diffusion.presse@mpa2009.org)

**s'abonner par prélèvement automatique**, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		
Hebdo	Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 30 € par trimestre
Tarif jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo	Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre

**Titulaire du compte à débiter**  
Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : ..... Ville : .....  
Mail : .....

**Désignation du compte à débiter**  
IBAN : .....  
BIC : .....

**Mandat de prélèvement SEPA**  
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.  
Numéro ICS : FR4322554755

Date : ..... Signature obligatoire : \_\_\_\_\_  
[www.lanticapitaliste.org](http://www.lanticapitaliste.org)